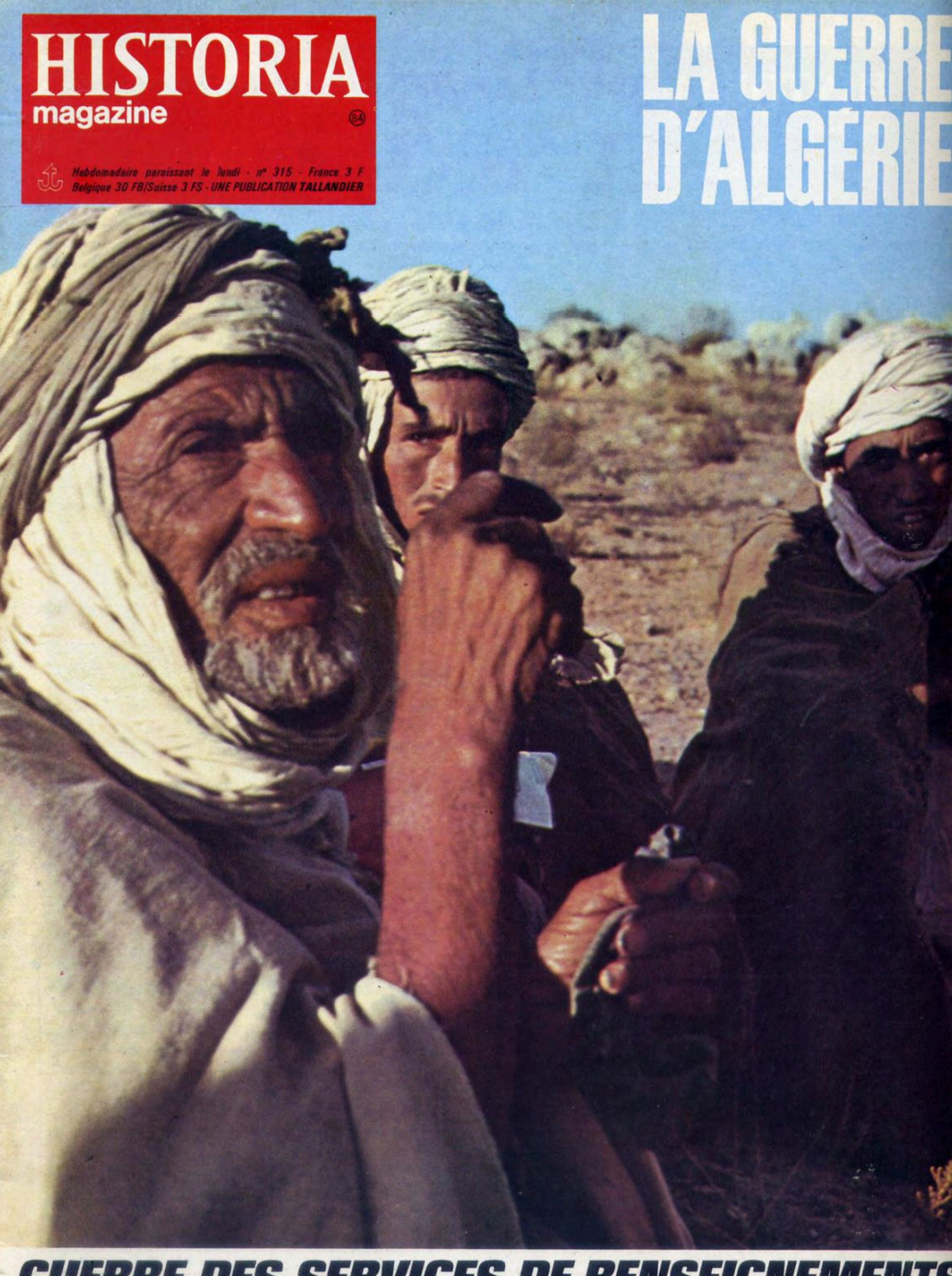
HISTORIA magazine

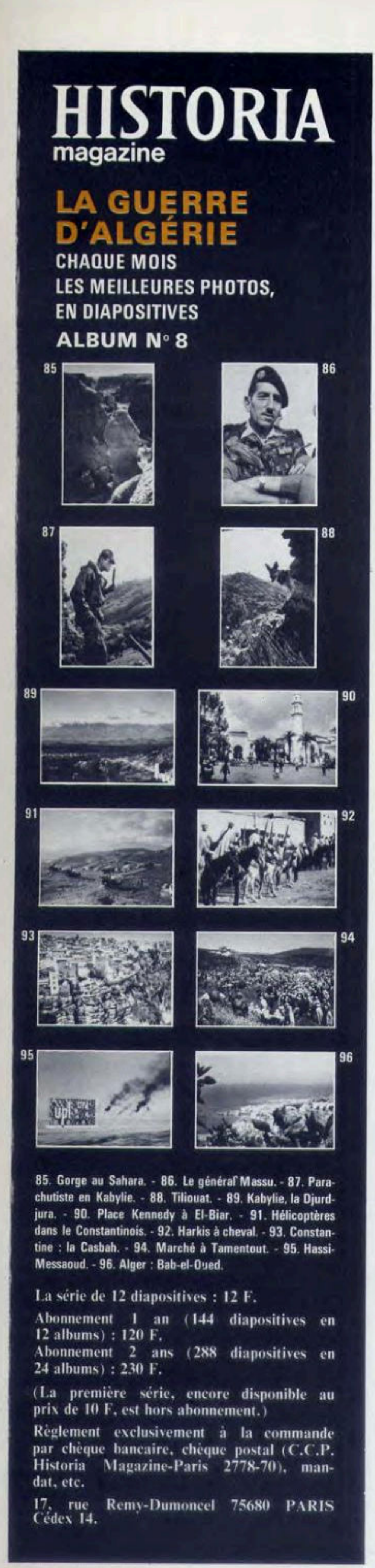
(84)

Hebdomadaire paraissant le lundi - n° 315 - France 3 F
Belgique 30 FB/Suisse 3 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE



GUERRE DES SERVICES DE RENSEIGNEMENTS



85. Gorge au Sahara. - 86. Le général Massu. - 87. Parachutiste en Kabylie. - 88. Tiliouat. - 89. Kabylie, la Djurdjura. - 90. Place Kennedy à El-Biar. - 91. Hélicoptères dans le Constantinois. - 92. Harkis à cheval. - 93. Constantine : la Casbah. - 94. Marché à Tamentout. - 95. Hassi-Messaoud. - 96. Alger : Bab-el-Oued.

La série de 12 diapositives : 12 F.

Abonnement 1 an (144 diapositives en 12 albums) : 120 F.
Abonnement 2 ans (288 diapositives en 24 albums) : 230 F.

(La première série, encore disponible au prix de 10 F, est hors abonnement.)

Règlement exclusivement à la commande par chèque bancaire, chèque postal (C.C.P. Historia Magazine-Paris 2778-70), mandat, etc.

17, rue Remy-Dumoncel 75680 PARIS Cédex 14.

Couverture : Photo Philippe Alain



TERRORISME ET ALGÉRIE ALGÉRIENNE

Jean FONTUGNE

LA tradition sera respectée en France et le mois d'août 1960 consacré aux vacances par une large partie de la population.

Mais le gouvernement ne bénéficie pas de la pause d'été. Si ses ministres se consacrent en priorité à la préparation du budget 1961 qui doit être présenté à l'Assemblée dans quelques semaines, les difficultés se multiplient sur le plan national et, dans une moindre mesure, sur le plan international.

L'éclatement de la Communauté, tout d'abord, se termine par une crise sérieuse, au bord de la guerre, entre le Sénégal et le Soudan et une demande d'intervention armée est même adressée à Paris.

Il y a ensuite une aggravation indiscutable de l'affaire algérienne. En Algérie, le F.L.N. en est revenu aux attentats terroristes, qui frappent le plus souvent les musulmans : égorgements, assassinats sont chaque jour de nouveau à la « une » des quotidiens. Enfin, après une parodie de jugement, deux jeunes appelés français sont exécutés, en Tunisie, par l'A.L.N.

Le G.P.R.A., de son côté, développe ses initiatives sur le plan diplomatique pour faire échec à la solution « Algérie algérienne » de De Gaulle. Le succès est cependant limité et ne répond pas à ses espoirs. Il n'en diminue pas pour autant ses activités de propagande et propose, en fin de mois, une « consultation du peuple algérien au moyen d'un référendum sous le contrôle des Nations unies ».

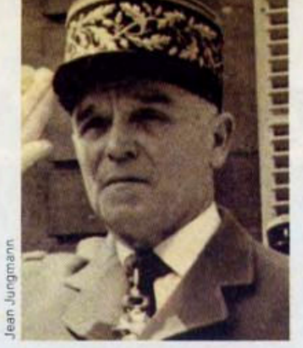
Le président de la République répondra d'ailleurs en partie à ses vœux au cours d'une allocution qu'il fait annoncer pour le 5 septembre. Quelles que soient les difficultés qu'il rencontre du côté du F.L.N., malgré l'hostilité des partisans de l'Algérie française à l'égard de sa personne et de sa politique, le chef de l'État n'en poursuit pas moins la réalisation de son grand dessein : l'Algérie algérienne. La mise en place des commissions d'élus, qui seront définitivement installées au début de septembre, est décidée au mois d'août.

Ce mois d'août s'achève ainsi sous la menace de l'internationalisation de l'affaire algérienne, sans que les problèmes économiques et sociaux soient réglés malgré les perspectives financières annoncées par la découverte de nouveaux et importants gisements de pétrole au Sahara, qui seront mis rapidement en exploitation.

J. F.

Sommaire n° 84 - Historia magazine n° 315

2421	- Navigation en eau trouble	Général Jacquin (C.R.)
2427	- Les dragons... « modèle 1952 »	Paul Rousselot
2430	- Avec un million d'adhérents...	André Séguin
2438	- L'odyssée du sergent Boujemah	Jean Taousson
2443	- Au service du général	Pierre-Albert Lambert
2448	- La Kahena, un général au féminin	Odette Boucher


Jean Jungmann

Le général Jacquin dirigea ce mystérieux bureau : le B.E.L.

NAVIGATION EN EAU TROUBLE

Bel-bachir/Tallandier

Oujda, au Maroc, où se trouve l'état-major Ouest de l'A.L.N. Le B.E.L. y aura ses informateurs et les comptes rendus des wilayas à l'état-major parviendront souvent jusqu'à lui.

INITIALEMENT, le général Challe entend se consacrer surtout à son rôle opérationnel et pacificateur. Il veut prendre ses distances avec l'absorbante gestion des 400 000 hommes qui appartiennent en majeure partie à l'armée de terre confiée au général Allard.

Il commandera donc avec un petit *brain trust* une demi-douzaine d'officiers, qui prépareront ses directives et s'assureront de leur application : formule neuve, séduisante, un peu révolutionnaire.

Mais la guerre conduite en Algérie ne pose en réalité aucun problème stratégique, ni même tactique au niveau d'un commandant en chef ; elle est faite d'opérations militaires de détail et de tâches de pacification de longue haleine.

Le cadre de l'action militaire une fois tracé, les impulsions nécessaires suivent naturellement la filière des états-majors... avec l'espoir que les directives ne seront ni trahies ni ralenties.

Or, malgré la discipline intellectuelle et le brio du général Allard, l'état-major du commandement des forces terrestres constitue finalement un facteur supplémentaire de lenteur et d'interprétation.

Challe s'en rend vite compte et revient — non sans réticence d'ailleurs — à la conception plus classique d'un état-major interarmées, dont le chef sera le colonel Georges de Boissieu. Celui-ci, breveté, possède un goût prononcé pour les responsabilités et un sens aigu des réalités.

Mais Challe a de la suite dans les bonnes idées : il conserve une petite équipe qui vérifiera, auprès des échelons subor- ▶

donnés, la diffusion, sans interprétation erronée, de ses directives.

C'est ainsi que naît le B.E.L., un bureau d'études et de liaisons qui n'a rien de mystérieux, même s'il ne s'inscrit pas dans l'organigramme réglementaire des états-majors traditionnels.

Le premier ajustement doit naturellement se réaliser au sein de l'état-major interarmées ; le B.E.L. sera frère du 2e bureau (colonel Bourdoncle, vieil officier de tirailleurs, connaissant bien l'Algérie, ses problèmes et la rébellion), du 3e bureau (colonel Cousteau, polytechnicien original, cavalier et para), du 5e bureau (colonel Gardes, passionné d'action psychologique et l'honnêteté faite homme), du Centre de coordination interarmées, coiffant les services de renseignements (colonel Simoneau, au long passé de résistant).

Le saint des saints

Une salle « opération » est mise en place au quartier Rignot, que Challe a préféré au vieil hôtel un peu poussiéreux, de la Xe région militaire, place Bugeaud. Un réseau perfectionné de télécommunications permet d'y enregistrer, dans le quart d'heure qui suit, les événements, quelle que soit leur importance, de la guerre d'Algérie.

Cette salle, véritable bureau, sera successivement dirigée par les chefs d'escadron d'artillerie Martin et Combes, assistés des capitaines de l'armée de l'air Forget et Prestat, et des capitaines de cavalerie Guillaud et Delacourt. Ces officiers ont été extraits contre leur gré des unités de combat. Leur ponctualité et leur objectivité feront de la salle « O.P.S. », qui fonctionne de nuit comme de jour, le centre nerveux de la guerre d'Algérie. C'est là que s'accumulent les renseignements sur l'adversaire, sur les populations, sur le terrain et sur les opérations. C'est de là que partent les ordres les plus urgents. C'est là qu'est rédigé chaque soir, condensant les événements des vingt-quatre heures écoulées, le compte rendu adressé au général de Gaulle et les synthèses périodiques qui survolent la guerre d'Algérie, des documents précis, sans fard, concis.

Et c'est dans cette ambiance de sincérité que Michel Debré, premier ministre, entendra quelques dures vérités dans la nuit du 25 janvier 1960, pendant la « semaine des barricades », lorsqu'il réunira quelques colonels qui lui feront comprendre que la discipline, force principale des armées, est inséparable d'un minimum de confiance...

Au mur de la salle, une immense carte de l'Algérie, parsemée de petits drapeaux, les inévitables statistiques, les bilans qui nourrissent l'information : l'évolution des effectifs et leur répartition, l'armement perdu et récupéré, la courbe des attentats, « feuille de température de l'Algérie en guerre », et les pertes réciproques, en tués, en blessés, en disparus...



Technor/Bloch-Lainé

Pour les parlementaires en visite, pour les journalistes parfois admis, la salle « O.P.S. » est le saint des saints des secrets militaires. Chaque matin, un briefing y réunit les principaux collaborateurs du commandant en chef : on fait le point des événements de la veille, on expose les opérations en cours, le général Challe y donne ses ordres.

A côté de cette salle, déjà confidentielle, une annexe, plus discrète, dont l'accès est réservé à de rares initiés. Là, derrière d'épais rideaux, figurent les secrets du F.L.N., du moins ceux que nous connaissons :

- Ses effectifs, leur implantation, son ordre de bataille, comportant les noms des chefs, des *djounoud,* leur armement, l'O.P.A. ;
- Les comptes rendus des wilayas aux états-majors, de l'est à Ghardimaou, de l'ouest à Oujda ;
- Les directives du G.P.R.A. aussi bien aux combattants qu'à ses représentants à l'étranger ;
- Ses correspondances avec ses complices de métropole et d'ailleurs ;
- L'état de ses dépôts en Libye, au Maroc, en Tunisie et les marchés d'armes et de matériels passés ;
- Ses finances, leur origine, les sommes versées, le prix des consciences qu'il achète.

Tous renseignements obtenus par les moyens classiques : agents, écoute, ou par d'autres, moins orthodoxes...

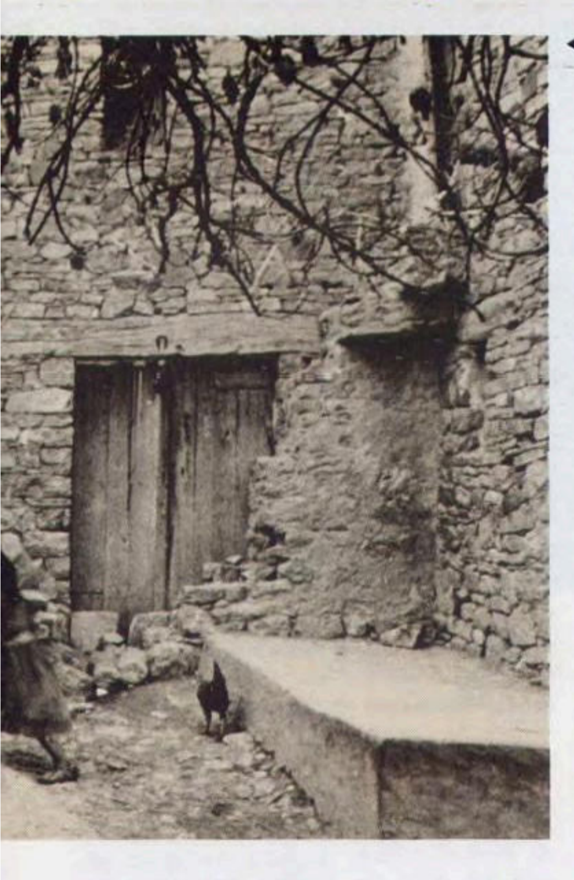
Connaître le maximum, de l'ennemi, de l'ami, c'est la première mission du B.E.L., celle qui conditionne les autres.

Seconde mission : faire passer le courant entre le commandant en chef et ceux qui sont sur le terrain. Une équipe d'officiers supérieurs en est chargée.

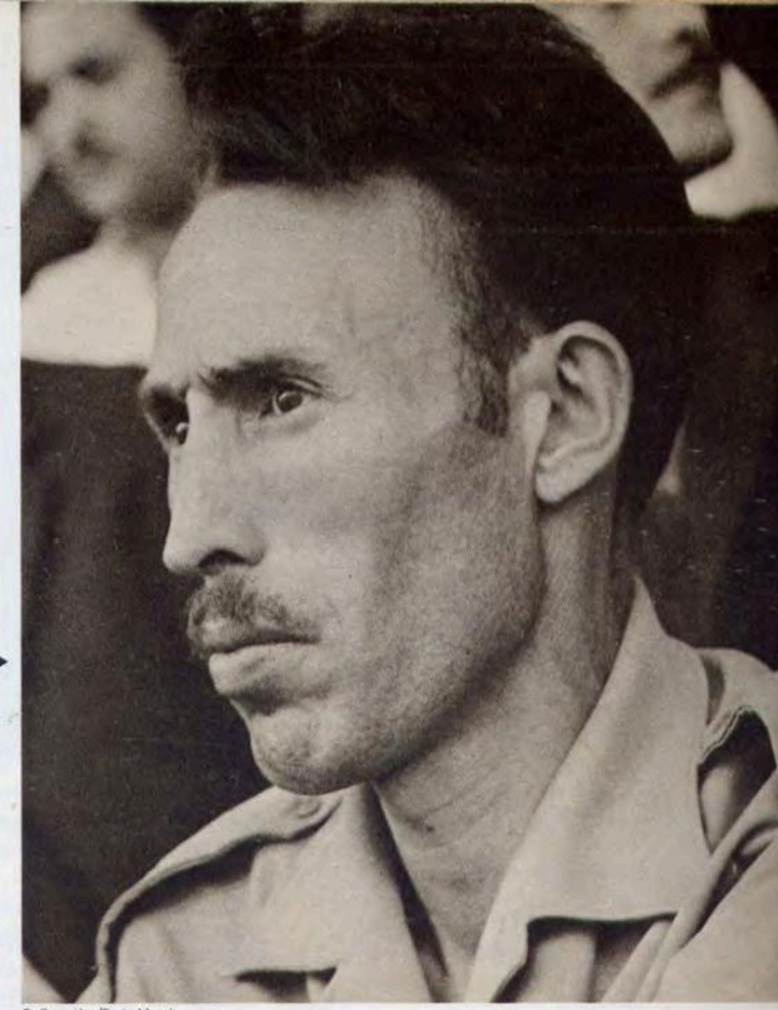
Mission délicate, l'armée française éprouve pour les *missi dominici* une répulsion justifiée par l'expérience : les « yeux » et les « oreilles » du pouvoir ayant plus souvent égaré qu'éclairé les esprits.

On choisira donc des officiers au passé militaire incontestable, la meilleure des introductions auprès des chefs de cette armée française où les plus susceptibles ne sont pas toujours les plus glorieux : le lieutenant-colonel Rafa, musulman solide et d'excellent conseil, le lieutenant-colonel Pépin-Lehalleur, un légionnaire, les lieutenants-colonels de cavalerie Petit et de Saint-Péreuse, hier encore commandants de groupes opérationnels, le commandant de l'armée de l'air Fournier, discret, précis, les capitaines de corvette Camussot et Guillaume, des loups de mer qui ont beaucoup bourlingué. Tous officiers de qualité et de grand caractère.

Inspirer confiance est leur premier souci. Avec une patience de bénédictin et grâce aux archives de l'état-major et de la Délégation générale, ils rassemblent sur les régions qu'ils visiteront une documentation si complète et si précise que



◀ Un pauvre village de Kabylie. C'est sur ce territoire que le capitaine Léger, l'un des adjoints du colonel Godard, et le plus doué sans doute, déclencha la plus formidable opération d'intoxication de toute la guerre d'Algérie : la bleuite.



Boumediene. Du 13 au 31 mars, il lança contre le barrage est des unités avec mission d'introduire 1 300 *djounoud* en Algérie. Moins de dix réussirent à passer... En novembre, il décide, non sans répugnance, de tenter une nouvelle opération. Le B.E.L. l'en dissuadera. ▶

C. Courrière/Paris-Match

chacun des commandants des secteurs contrôlés est convaincu de l'intérêt que lui porte le haut commandement. D'emblée, les contacts sont plus ouverts, les explications plus franches, les doléances moins réticentes. Pendant une semaine, les officiers partagent la vie du secteur, recueillent des informations pour tous les bureaux de l'état-major, expliquent les directives du commandant en chef, examinent les besoins des combattants et des populations.

Il y a parfois des heurts, plus fréquemment avec les échelons intermédiaires, prismes souvent déformants des réalités, qu'avec les exécutants, heureux d'exprimer leurs difficultés et leurs sentiments.

Les comptes rendus de mission donnent lieu à des explications et à des discussions parfois très vives ; le commandant en chef décide des redressements, des demandes à satisfaire, des prochaines opérations et aussi, ce qui ne va jamais sans grincement de dents, des allégements d'effectifs...

Le bon déroulement du plan Challe devra beaucoup à ces contrôles.

Livré aux fauves

Sans l'avoir du toût sollicité, le B.E.L. se ,voit confier l'orientation générale de l'information militaire. La maladresse de l'armée dans ses relations avec le « quatrième pouvoir » est une tradition bien assise : le porte-parole du commandement est un martyr livré aux fauves et la censure, l'alibi d'un gouvernement faible. Je propose la suppression de l'un et de l'autre, sans succès ! On chipote un reportage réalisé sur le terrain, on serre les fesses devant les écrits d'un académicien carré dans son fauteuil parisien. On baigne dans l'hypocrisie. Pour l'instant, en Algérie, il y a trois vérités : celle du porte-parole, celle du témoin et celle du faux témoin. Le B.E.L. en ajoutera une quatrième... à l'usage du F.L.N. !

Sans la presse française, l'organisation extérieure, qui manie des « public relations » fort efficaces (1), ne saurait pas grand-chose de ce qui se passe en Algérie. Nous sommes ses meilleurs informateurs, autant en profiter...

Chaque jour, après le briefing de l'état-major, nous décidons, avec l'officier de presse et avec le directeur de la *Semaine en Algérie,* hebdomadaire édité par la Délégation générale, des informations à rendre publiques et de celles qui passeront sous le manteau, *via* les nombreuses feuilles potinières d'Alger, comme autant de secrets, aux chefs de la rébellion par cette partie de la presse en coquetterie avec le F.L.N. Cette presse, sans s'en douter, se trouvera à l'origine d'intoxications fructueuses.

Ainsi, en décembre 1958, à l'initiative d'Amirouche, commandant de la wilaya 3, une réunion interwilayas a lieu en Kabylie. On y exprime de vives critiques à l'égard du G.P.R.A., mais surtout, Amirouche laisse percer son ambi- ▶

Marguerite Sy



Dans les Aurès-Nemencha, un makhzen veille. Cette région, où un officier des S.A.S. manipule déjà avec succès un groupe de « dissidents » actifs et particulièrement redoutables, est le fief du capitaine de La Bourdonnaye, spécialisé dans les opérations d'intrusion au cœur même des wilayas. ▶

(1) Et fort bien rétribués : un million de dollars par an pour l'équipe de New York, selon une lettre — interceptée en 1959 — de Boumendjel à Yazid, et 300 millions de francs anciens pour celle de Tunis, selon un bordereau édifiant obtenu en 1960.

Amar Rafale : il ne cause pas, il flingue...

tion de devenir le chef unique de l'intérieur. Or la personnalité du commandant de la wilaya 3 en ferait un adversaire dangereux ; il est fort capable d'unifier les efforts de toutes les wilayas et il jouit déjà d'un prestige suffisant pour exiger de l'extérieur une aide accrue.

Il s'agit donc de dresser Krim Belkacem, ministre de la Guerre, contre les prétentions d'un possible rival. Une campagne de presse met Amirouche en vedette, étale complaisamment ses méfaits, souligne son despotisme, sa brutalité (autant de qualités pour un fellagha), en fait un superman... à rendre Krim jaloux. Un journaliste de *France-Observateur,* « bénéficiaire » d'une indiscrétion contrôlée, prévient Krim des ambitions d'Amirouche. Celui-ci est invité à venir s'expliquer à Tunis. Bien qu'ayant soigneusement préparé son voyage, il n'y parviendra pas ; il butera contre une opération du 6e R.P.C. (colonel Ducasse) et sera tué le 28 mars 1959, ainsi que Si Haouès, le commandant de la wilaya 6, dans une conjoncture si heureuse que bien des *djounoud* y verront une trahison...


Kahia

Ghardimaou, où se trouve l'état-major Est de l'A.L.N. Là aussi, le B.E.L. a des « yeux » et des « oreilles », et l'armée des frontières n'échappera pas aux montages tortueux déployés par les spécialistes de l' « intox ».

Inconsciemment, cette même presse, grâce à des fuites orientées, participera à la dissuasion d'opérations montées par le F.L.N. sur le barrage est, en avertissant l'adversaire des mesures, toutes fictives, des précautions que nous étions censés prendre.

Le capitaine Léger, l'un des adjoints de Godard, commandant du secteur Alger-Sahel, avait semé dans les bandes kabyles les germes de la suspicion. 2 250 (1) rebelles, victimes de la « bleuite » (2) ont été exécutés sur l'ordre d'Amirouche, sous prétexte de trahison.

Godard, devenu directeur de la Sûreté nationale, le B.E.L. prend ce travail à son compte et l'étend à toute l'Algérie... et même un peu plus loin.

La rébellion algérienne présente un terrain favorable à des purges sanglantes. Le F.L.N. est l'aboutissement de deux mouvements nationalistes rivaux : M.T.L.D., de Messali Hadj, et U.D.M.A., de Ferhat Abbas ; la lutte commune ne fait pas taire les vieilles rancœurs ; les « bourgeois » de l'U.D.M.A. recueillent le mépris des combattants, les ex-messalistes restent pour les purs frontistes des éléments douteux, ainsi que les ex-zianistes, les ex-bellounistes, les ex-belhadjistes...

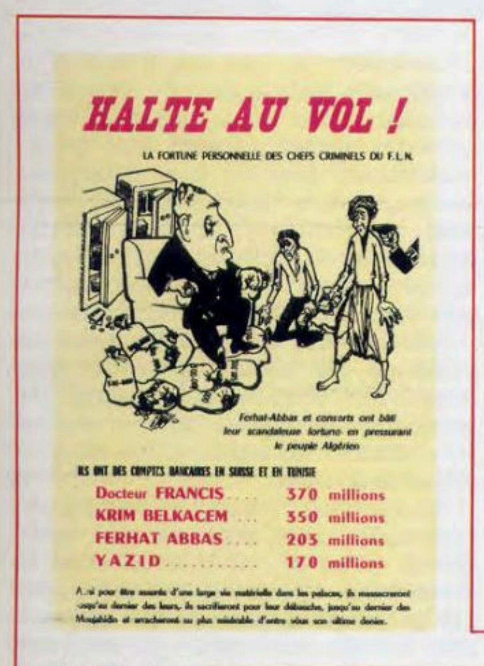
(1) Ce chiffre est celui des jugements prononcés, mais il y eut aussi beaucoup d'exécutions sommaires.
(2) Du nom du « bleu de chauffe » que portaient les hommes du groupe d'intervention de la Casbah.

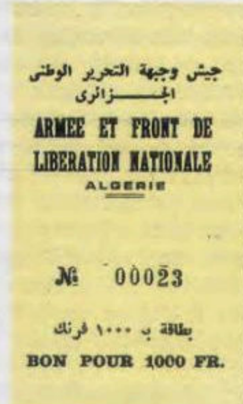
Désigner l'un d'eux à la méfiance des autres provoquera des réactions en chaîne. On soupçonne également la sincérité des hommes qui ont servi dans l'armée française, des déserteurs ralliés à la révolution... L'animosité règne entre les « citadins » évolués et prétentieux et les « fellahs » frustes mais sincères, entre les nomades et les sédentaires, entre les « intellectuels » et les « illettrés »...

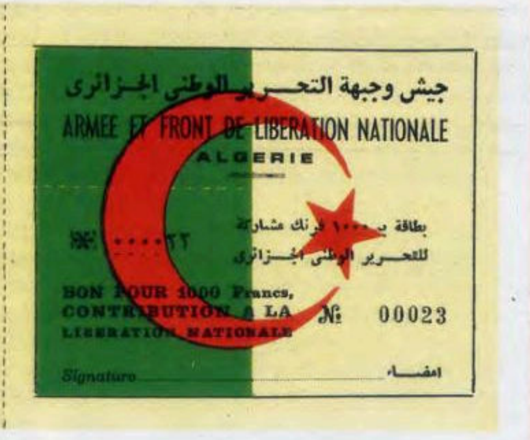
La rébellion vit dans la jalousie, elle baigne aussi dans la méfiance et une méfiance qui n'est pas toujours injustifiée. Comment oublier les complaisances de la police pour certains de ses membres et non des moindres, la longue amitié de Ferhat Abbas pour un commissaire de police, les évasions « heureuses », les libérations inexpliquées, de Ben Khedda, de Kiouane, par exemple ?... Les mouvements nationalistes ont toujours été noyautés par des « moutons », c'est le secret de Polichinelle...

Enfin, le calme, la pondération, sont étrangers au tempérament berbère ou arabe ; la brutalité, la cruauté feront le reste. Par les aveux obtenus grâce aux tortures qu'on imagine, le suspect se transforme en coupable et le coupable en homme mort dans moins de temps qu'il n'en faut pour aiguiser un couteau.

Avec l'aide d'une équipe de policiers







Ci-dessus : cette affiche, écrite au dos en arabe, est destinée à monter les forces de l'A.L.N. de l'intérieur et la population contre « ceux de Tunis ». A droite : bon distribué par l'A.L.N. aux cotisants, un reçu, en sorte.

Documents Lebrun



Kahia



Kahia

A gauche : **des réfugiés algériens.** *A droite* : **infirmières de l'armée des frontières. Vivres et médicaments destinés aux réfugiés sont souvent détournés par le chef du F.L.N. et le B.E.L. exploitera, bien sûr, leur colère.**

rompus au maniement des informateurs (1), quelques officiers se spécialisent dans les opérations « d'intrusion » à l'intérieur des wilayas :

En wilaya 6, sur les hauts plateaux, le bellounisme résiduel, les ambitions territoriales des wilayas voisines, ranimées périodiquement, entretiennent un climat permanent d'épuration.

La « bleuite » prolonge les résultats des opérations ; les combattants, en fuite, découragés, sont enclins au défaitisme et leurs chefs, à rechercher dans la trahison les raisons de leurs échecs.

Des purges sanglantes

Avec l'aide des officiers de renseignements des secteurs, dont certains possèdent une connaissance étonnante des petites histoires qui divisent les fellaghas : divergences politiques, jalousies personnelles, affaires de mœurs..., l'intoxication prend une ampleur qui dépasse les plus ambitieuses espérances.

En Kabylie, malgré les efforts de Mohand Ou el-Hadj pour en atténuer les effets, la « bleuite » poursuit une heureuse carrière. Léger oppose le commandant Mira à Mohand. Le premier disparaît ; ses partisans, convaincus que leur chef a été trahi, fomentent un mouvement : les « officiers libres », qui adressent au G.P.R.A., par notre intermédiaire, mais sans qu'ils le soupçonnent, des lettres accusatrices. En attendant qu'une commission d'enquête statue sur l'attitude de Mohand Ou el-Hadj, le G.P.R.A. suspend... ses envois d'armes.

Dans les Aurès-Nemencha, berceau de l'insurrection, on assiste à l'autodestruction de la rébellion. On y manipule trois bandes de fellaghas dissidents du Front, dont une est commandée par un individu à la détente prompte, répondant au nom évocateur d'Amar Rafale : il ne cause pas, il flingue...

Forts des expériences antérieures, nous nous contentons d'accorder une prime pour chaque arme lourde récupérée par les dissidents sur le F.L.N. : 47 M.G. en 1959...

Le B.E.L. exerça pendant quelques semaines le commandement de la wilaya 5 et intervint en wilaya 4 dans la préparation des esprits, très éprouvés par la « bleuite », pour accepter de mettre fin aux combats (affaire Si Salah).

Les purges sanglantes pèseront lourd dans les maquis. Pourtant, les chefs de la rébellion n'étaient pas tout à fait dupes de l'intoxication dont ils étaient victimes. Mais comment y mettre un terme ? Tous les accusés avouaient. Faire preuve de mansuétude ? C'eût été encourager, dira plus tard Krim Belkacem, le défaitisme et... de vraies trahisons !

L'A.L.N. des frontières n'échappe pas aux manœuvres d'intoxication.

L'A.L.N. de Tunisie déclenche, le 26 novembre 1959, une action contre la ligne Morice. Elle se produit très exactement dans un secteur dont nous avions fait savoir à Krim Belkacem la vulnérabilité. C'est un échec complet qu'aggrave la colère des combattants qui trouvent, au retour dans leurs cantonnements tunisiens, la preuve par tracts, affiches et lettres de notre connaissance des intentions de leurs chefs...

Novembre 1960. Pour calmer les récriminations des chefs des maquis, Boumediene décide une opération en force contre le barrage de l'est. Crépin demande au B.E.L. de l'en dissuader (2). Des lettres partent à l'adresse des soldats de Boumediene : amis, parents, se réjouissent de les voir bientôt revenir en Algérie... comme les Français semblent le craindre. Des prisonniers évadés révèlent, sans discrétion, les préparatifs de défense des forces de l'ordre : légionnaires et parachutistes s'agitent le long du barrage. L'ardeur des combattants de la foi tiédit... Sous le sceau du secret, bien entendu, nous prévenons l'ambassade de France à Tunis d'un projet de raids contre les camps de l'A.L.N. Bourguiba et le G.P.R.A. en sont aussitôt avisés. Bourguiba adresse une plainte préventive à l'O.N.U. Les troupes de Boumediene se retirent rapidement de la zone frontière pour se réfugier à l'intérieur de la Tunisie...

L'offensive n'aura pas lieu.

Au Maroc, entre autres opérations : exploitation de la colère des réfugiés qui ne voient pas souvent la couleur de l'aide généreuse que la Croix-Rouge et l'Organisation internationale des réfugiés prétendent leur apporter. Vivres, matériel et médicaments sont en effet détournés par les autorités marocaines et le chef du F.L.N., Zoubir, le commandant de la zone 1, se fait le porte-parole des mécontents. Des mots sont échangés, des insultes, des coups. Le commandement de l'ouest décide la relève de Zoubir. Ses hommes et les réfugiés s'y opposent. Deux katibas assiègent le P.C. de Zoubir. Un échange nocturne de coups de feu, dont s'accusent les deux parties, fait une vingtaine de victimes. Le jour, on discute, la nuit, des provocateurs — mais qui? — ouvrent le feu. La presse s'empare de l'incident, le grossit. Il faudra six mois, la visite d'un ministre du G.P.R.A. au roi du Maroc et l'intervention d'un groupe mo- ▶

(1) Elle sera un temps — la police fait bien les choses — dirigée par un commissaire qui deviendra l'un des grands patrons de la P.J. française.

(2) Boumediene, qui fignole la formation de « son » armée, semble à vrai dire peu tenté par l'aventure, mais il ne peut pas ignorer les impatiences des combattants de l'intérieur devant son inertie.



◀ **Le vieillard et l'enfant : une image de vie familiale que le *djoundi*, au maquis, évoque souvent. Le B.E.L. s'efforcera d'exploiter la lassitude du combattant.**

Philippe Alain

cartouches piégées pour fusils tchèques

bile de l'armée royale pour amener Zoubir à la raison : six mois de tranquillité pour les forces de l'ordre qui veillent en face d'Oujda.

El-Moudjahid, organe officiel du F.L.N., publie une carte — avec justifications historiques — des revendications algériennes sur le Maroc oriental. Energiques protestations marocaines, mesures de rétorsion, affrontements entre les katibas de la wilaya 5 et les bandes de l'Armée de libération marocaine, très chatouilleuses sur l'intégrité territoriale du royaume. Le G.P.R.A. ne comprend pas. *El-Moudjahid,* édition de Tunis, ne reproduit pas le document incendiaire... Le B.E.L. a substitué des morasses de son cru à celles que reçoit l'éditeur marocain d'*El-Moudjahid*...

Il y aura aussi les cartouches piégées (de Statti ou de fusils tchèques) qui éclateront dans les armes, les machines à écrire qui exploseront dans les P.C., les produits de collectes de fonds qui tombent dans l'escarcelle du 2ᵉ bureau dans une telle confusion que, bientôt, les rebelles d'Algérie devront faire appel à l'extérieur pour obtenir de l'argent.

Après la « semaine des barricades », le gouvernement supprime le 5ᵉ bureau : l'action psychologique auprès des populations est dévolue au 3ᵉ bureau, qui recevra à l'avenir ses directives du délégué général, et l'action sur l'adversaire est confiée au B.E.L.

Nos ambitions, sur ce point, sont modestes : il semble assez vain de prétendre convaincre de leur mauvaise cause, à coups de slogans, des hommes qui ont déjà rejoint la rébellion. Mais la « bleuite » a mis en évidence la vulnérabilité des combattants des maquis aux arguments personnels.

Bénéficiant des connaissances que possède l'ensemble du B.E.L. de l'état d'esprit des hors-la-loi et des filières clandestines du courrier, une section suscitera donc un courant de correspondance visant moins à obtenir des reniements que la lassitude devant une lutte interminable qui débouche si souvent sur la mort, et pour qui ?... La lettre au combattant émane d'un parent, d'un ami ; elle évoque simplement la vie familiale, les naissances, les mariages, le troupeau, les récoltes, les soucis ; elle lui parvient par une voie non suspecte de véhiculer la propagande « colonialiste ». C'est à ce travail de patience que s'attelleront deux officiers, les capitaines Boudouart et Delorme, psychologues avertis de la mentalité musulmane.

Un coup de maître

Résultats ? Malgré la politique du gouvernement, en 1959 et en 1960, les chiffres des ralliés en armes et des déserteurs s'équilibreront. Alors qu'en 1958 les prisonniers représentaient 19 % des pertes totales de l'A.L.N., ils représenteront 50 % de celles-ci au cours du dernier trimestre de 1960. Sans doute, d'autres facteurs ont contribué à l'altération de la combativité du fellagha, mais cette forme d'action psychologique n'y a pas été étrangère : « Bien des combattants, notera un rapport de la wilaya 4 au G.P.R.A., regrettent le bon vieux temps. »

Les missions extra-conventionnelles du B.E.L. ne plaisent pas à tout le monde. Les services de renseignements classiques ne voient pas d'un bon œil s'installer chez l'ennemi un effrayant climat de suspicion préjudiciable, affirment-ils, à la sécurité de leurs émissaires !

Ils prétendent aussi volontiers au monopole du maniement des agents secrets, dont la médiocrité, hélas ! n'est plus à démontrer. Les quelques informateurs (trois très exactement) trouvés par le B.E.L. dans l'entourage immédiat du G.P.R.A. ne coûtent pas un sou...

A Paris, on impute au B.E.L. des opérations peu orthodoxes qui ont fait sursauter le chef de l'Etat ; ainsi l'assassinat, à Vichy, le 28 septembre 1959, du sénateur Benhabylès, exécution d'autant moins explicable que le sénateur se préparait à rejoindre le F.L.N. L'assassin, heureusement arrêté, affirmera avoir agi sur l'ordre de Ben Tobbal.

Fin 1960, le B.E.L. se procure au bas d'un chèque, les signatures des deux « ministres » du G.P.R.A. autorisés à retirer des fonds déposés par le F.L.N. dans une banque suisse ; un coup de maître ! Refus du général de Gaulle : « Nous ne sommes pas des gangsters ! »

Pour la première fois, un bureau d'état-major naviguait dans les eaux opaques de la guerre non orthodoxe, une guerre réservée jusque-là aux services spéciaux, sous prétexte de centralisation technique ou de liberté d'action, prétextes qui couvraient abusivement un monopole irresponsable et incontrôlable...

Le B.E.L. réalisait une synthèse, timide, de l'action spécifiquement militaire et de la guerre psychopolitique, cette synthèse qui fait le succès, dans la guerre révolutionnaire, des gens qui sont décidés à la mener totalement. H

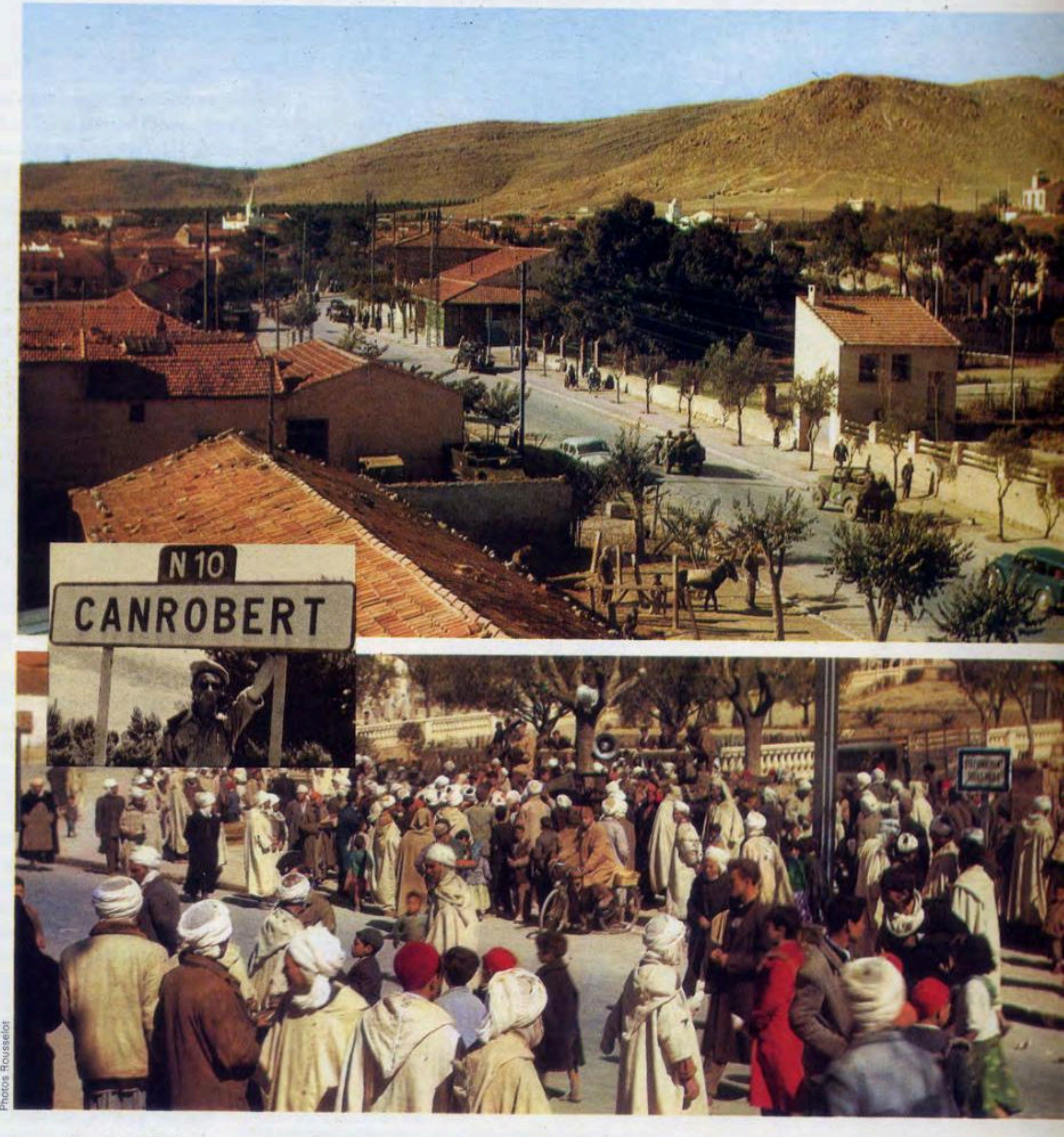
Général JACQUIN (C.R.)

50 000 Algériens environ ont fui les zones frontalières de l'Est constantinois ou de l'Ouest oranais entre 1954 et 1958, et se sont réfugiés au Maroc et en Tunisie, soit spontanément, pour échapper aux dangers de la guerre, soit sous la contrainte du F.L.N., qui a effectivement organisé ces migrations forcées. ▶



R. Vautier

LES DRAGONS... "MODÈLE 1952"



Photos Rousselot

Canrobert, situé au pied d'un éperon du djebel Sidi-Reghi. *En haut :* vue générale. Dans la pinède se trouvent l'église et l'hôpital. *Ci-dessus :* la rue principale, le jour du marché. Une grande animation y règne alors et les dragons en profitent pour informer les habitants des douars.

Sur une route du bled, large, droite, goudronnée, les autos foncent : c'est la N. 10 qui, 80 kilomètres après avoir quitté Constantine en direction de Tébessa, arrive à l'entrée de Canrobert, du nom du maréchal de France qui s'illustra lors de la prise de l'oasis de Zaatcha, près de Biskra, en 1849.

La localité de Canrobert, chef-lieu de l'ancienne commune mixte d'Oum-el-Bouaghi, est entourée de pinèdes et d'oliveraies, blottie au pied de l'imposant djebel Sidi-Rgheiss, qui, avec son piton, culminait à 1 635 mètres, avant qu'un détachement de l'armée de l'air ne le rehaussât d'antennes V.H.F.

« En ville », comme disaient les dragons, il y avait à peu près tout pour vivre paisiblement, médecin, pharmacie, un hôpital flambant neuf, des écoles, un centre de formation professionnelle où l'on enseignait aux jeunes musulmans les ▶



Rousselot

◀ Le radio du 3/16ᵉ dragons, en liaison avec un avion en patrouille. La vie n'est calme qu'en apparence : il y a des attentats, des sabotages, des fermes harcelées.

un danger pour les chars : les sauterelles

métiers du bois, des commerçants et artisans musulmans de toute sorte, à qui les acheteurs marchandaient les produits d'un travail artisanal entassés dans de maigres échoppes.

Le long de la rue principale des étals de beignets, de sucreries et de succulentes brochettes grillées soigneusement arrosées de sauce rouge permettaient à chacun de flatter sa gourmandise, après quoi, pour se rafraîchir le gosier mis à rude épreuve par le piment, en s'asseyant dans les cafés maures on avait le choix entre le thé à la menthe ou les boissons non alcoolisées, tout en écoutant la traditionnelle et lancinante musique arabe diffusée par de vieux postes de T.S.F.

Au centre de la localité se dressait la mosquée toute blanche, éclaboussée de lumière, à l'ombre de laquelle des hommes en djellaba, affalés, semblaient rêver de choses irréelles; d'autres étaient assoupis. Seul le chant guttural du muezzin, au haut du minaret, invitant les fidèles à la prière, les tirait de leur léthargie. Il y avait aussi le marché hebdomadaire, où régnait une intense activité; des douars les plus reculés, les bergers amenaient leurs troupeaux de moutons.

Les musulmans étaient employés dans les services publics, dans la construction; beaucoup travaillaient dans l'agriculture, certains comme conducteurs de matériel moderne, mais d'autres exploitaient pour leur compte, avec des méthodes qui n'ont pas évolué depuis des siècles. Les récoltes étaient souvent abondantes; c'est ainsi que la ligne de chemin de fer à voie étroite qui venait d'Ouled-Rahmoun était flanquée, près de la gare, d'un gigantesque silo en béton qui, certaines années, ne suffisait pas à contenir toutes les céréales de la région.

Les pieds-noirs qui, eux aussi, étaient fermiers ou dans les services publics se retrouvaient le dimanche à la messe, dans la petite église, pour l'office célébré par le curé d'Aïn-Beïda, qui, pour se rendre dans ses cinq annexes, parcourait seul plus de 200 kilomètres dans sa 2 CV. A la sortie, les dames en toilette se retrouvaient pour la causerie, tandis que les hommes disputaient de palpitantes parties de pétanque dans le boulodrome. Dans le parc des sports, qu'embellissaient de magnifiques ruines romaines, se trouvait aussi le court de tennis, où de charmantes jeunes filles dansaient d'interminables ballets avec leurs raquettes. Pour les autres, il y avait toujours le café « Chez Madame Laurent », où l'anisette était reine et où les palabres duraient des heures.

Les « voitures du diable »

Héritier direct du régiment d'Orléans créé par le Régent en 1718, le 16ᵉ dragons reçoit son nom en 1791. Il fait campagne avec les armées de la Révolution et de l'Empire, puis est dissous en 1815. Reformé en 1871, il prendra part à la guerre de 1914-1918, où sa brillante conduite lui vaudra deux citations à l'ordre de l'armée. Dissous en 1929, il est reformé en 1952 et arrive en Algérie en 1955 avec la 2ᵉ D.I.M. Venant de Haguenau et comptant principalement des appelés alsaciens-lorrains il restera sur les plateaux d'Aïn-Beïda jusqu'en 1962. Le régiment participait au « bouclage » des nombreuses opérations dans ce secteur, mais parfois aussi les dragons mettaient pied à terre pour crapahuter dans le djebel. Une autre mission importante était la surveillance de quelque 120 000 hectares cultivés, avec la garde des fermes isolées dans le bled. Pour cela, le 16ᵉ dragons était réparti de la façon suivante : l'E.C.S. et le 1ᵉʳ escadron à Aïn-Beïda, le 2ᵉ escadron stationnait à La Meskiana, le 3ᵉ à Canrobert et dans des fermes (Armandy, Bir-el-Atrous, etc.), le 4ᵉ était implanté à Djezia.

Le mot « dragon » n'évoque plus le galop des chevaux, mais les missions du « dragon moderne » sont restées fondamentalement les mêmes que celles de son ancêtre à cheval. Seuls les moyens et la vitesse surtout ont augmenté. Les reconnaissances rapides à cheval, par petits groupes, par pelotons, les incursions soudaines de la cavalerie d'autrefois sont celles que faisait en véhicules blindés le 16ᵉ dragons. Précédés par le grondement sourd de leurs moteurs, entrecoupé du cliquetis des chenilles, auréolés d'un nuage de poussière, les chars apparaissaient dans le lointain, leurs silhouettes déformées par les suspects qu'ils ramenaient sur leurs plages arrière pour vérification d'identité

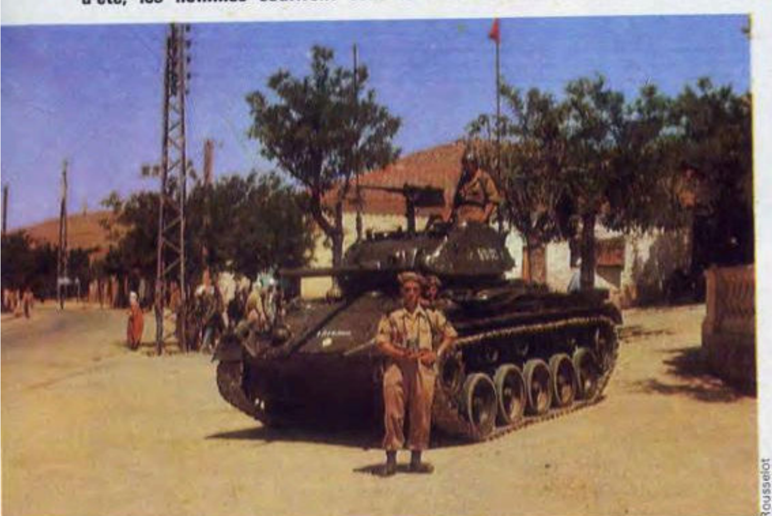


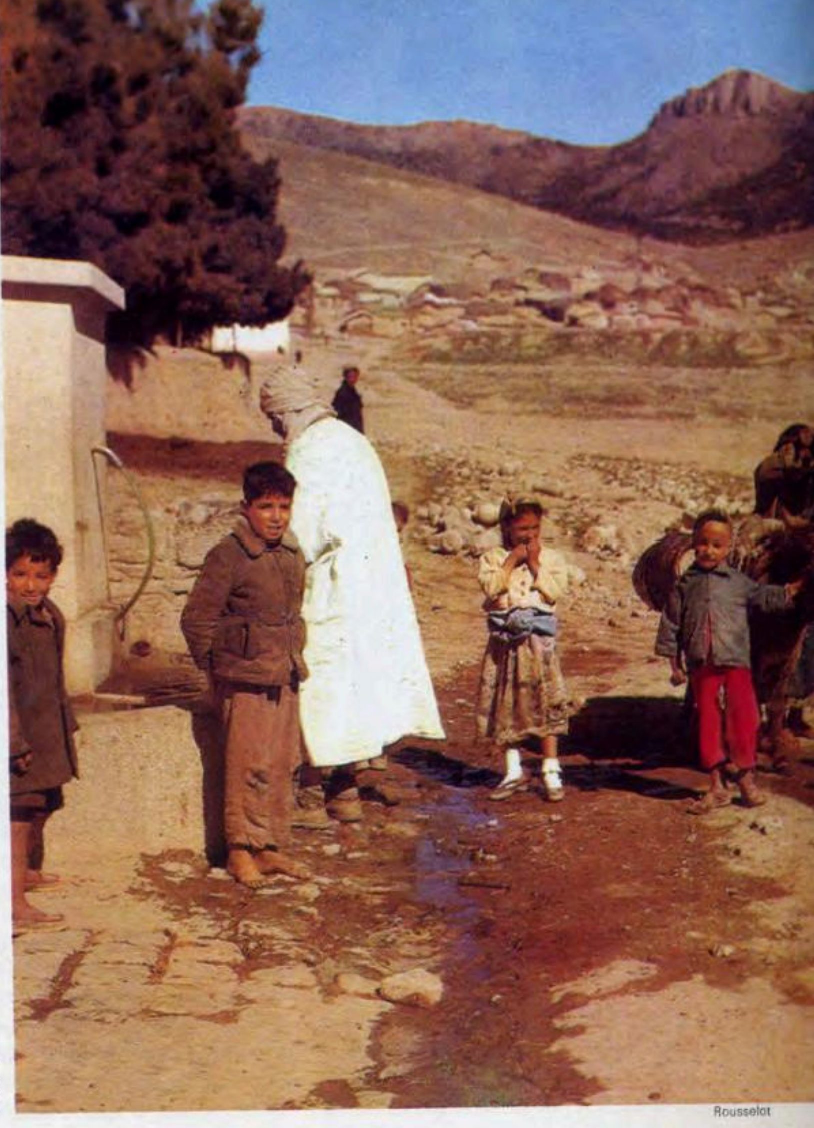
Rousselot

◀ Le radio du 16ᵉ dragons entre en liaison avec les postes situés dans les fermes isolées. La nuit, la liaison radio permanente permettra l'arrivée rapide des chars.


Rousselot

Ci-dessus : les environs de Canrobert ; au loin, le djebel Tarf, lieu de nombreux combats. *Ci-dessous :* devant le monument aux morts de Canrobert, un char du 3/16ᵉ dragons. C'est aujourd'hui le 14 juillet et, malgré leur tenue d'été, les hommes souffrent sous le soleil brûlant. *A droite :* la fontaine.


Rousselot


Rousselot

ultérieure. Lorsque les « chaffee » stoppaient, la poussière se dissipait lentement, tandis que les passagers sautaient à terre, poudrés, teints en roux par les fines particules de sable.

Mais parfois, les chars, qui passaient pratiquement partout (il n'était pas rare d'en voir un au haut d'un djebel surveiller l'opération en cours), rencontraient de grosses difficultés à se mouvoir lorsqu'un nuage de sauterelles venait à s'abattre. Les chenilles patinaient alors sur cette marée poisseuse qui clouait pratiquement l'engin sur place.

Les chars excellaient sur ces hautes plaines du Constantinois aux horizons immenses, seulement interrompus de loin en loin par la silhouette de quelques djebels isolés, au pied desquels dorment des lacs peu profonds et salés, alimentés par les pluies de l'automne et les neiges de l'hiver. Dans la dépression elle-même, ou « chott », s'étend la « sebkha », partie lacustre qui miroite l'hiver, étincelle l'été des mille feux de ses cristaux de sel.

Les deux principales « sebkhas » situées au sud de Canrobert ont le nom de « garaet » : garaet Guellif, situé près du djebel Guellif, et garaet et-Tarf au pied du djebel Tarf, paysage sauvage et chaotique, truffé de grottes servant de gîte aux rebelles.

Les fermes étaient transformées en véritables fortins, avec plusieurs réseaux de barbelés, miradors, sacs de sable, où jour et nuit des sentinelles veillaient. La nuit, la liaison radio permanente avec l'escadron permettait, lors des harcèlements, l'arrivée rapide des « voitures du diable », comme les musulmans appelaient les chars.

La protection que les dragons apportaient aux cultivateurs permettait à ceux-ci d'effectuer dans des conditions normales tous les travaux depuis les labours jusqu'à la récolte. En 1956, sur la seule commune mixte de Canrobert, il y avait 82 moissonneuses-batteuses qui, par groupes de 4 à 6 machines, étaient protégées par des unités blindées réparties de telle façon qu'elles assuraient une permanence sur les chantiers de travail.

Ce quadrillage permettait de réaliser une zone de pacification dont les populations bénéficiaient ainsi pleinement, par l'installation d'écoles que fréquentaient pour la première fois de nombreux enfants du bled. Lors des visites effectuées en ambulance au titre de l'A.M.G., le « toubib » et ses aides étaient reçus comme des « envoyés d'Allah » dans les mechtas.

Parfois, le dimanche après-midi, un bal était organisé par les militaires. Pendant quelques heures, les filles en âge de tournoyer venaient à la « sauterie » dans cette salle des fêtes, qui servait aussi de salle de cinéma lorsque le camion du régiment passait avec un beau film.

Les dragons participaient aux traditionnelles cérémonies du 14 juillet, du 11 novembre, etc. ; en plus de la municipalité, les sociétés locales, les anciens combattants, les enfants des écoles se retrouvaient au monument aux morts, et tout au long des trottoirs se pressait la grande foule des musulmans qui acclamaient la troupe au passage.

Pieds-noirs et musulmans comprenaient la protection que représentait cette unité et ils lui ont souvent témoigné leur reconnaissance par des cadeaux en victuailles. Nous avons joué un grand rôle pour le rétablissement de la solidarité franco-musulmane. Lorsque j'ai dit à mon ami Bouzid : « Je vais te quitter », il n'a pu me répondre que : « Pourquoi ? » H

Paul ROUSSELOT

Symbolique militaire

◀ L'insigne du 16ᵉ dragons, qui est l'héritier direct du régiment d'Orléans créé par le Régent en 1718.

AVEC UN MILLION D'ADHÉRENTS...

La longue « semaine des barricades » vient de prendre fin.

Lagaillarde, Jean-Claude Pérez, Susini, Ronda, Sapin-Lignières, Lefèvre, Alain de Sérigny, Sannes, Demarquet, Auguste Arnould, Féral, le colonel Gardes ont été arrêtés et transférés à la Santé, à Paris.

Joseph Ortiz, le principal organisateur de ce qui a pu être considéré comme la première véritable révolte des Français d'Algérie, est en fuite.

Martel a rejoint un recoin secret de la Mitidja.

Ortiz s'en est donc allé seul, dans le petit matin, se réfugier chez un ami de Camille Vignau, un docteur vétérinaire demeurant dans un immeuble moderne du haut Telemly, à quelque trois cents mètres à peine du palais d'Été.

Il y est demeuré de longues semaines sans sortir, puisqu'il n'a quitté Alger pour Gênes que le 1er mai.

Mais les recherches le concernant étaient particulièrement actives. Aussi devait-il se méfier ainsi que ses amis. Et c'est pourquoi, finalement, il lui a été impossible de reprendre en main l'appareil du Front national français, le fameux F.N.F. qu'il m'a chargé de remettre sur pied de façon clandestine, le mouvement officiel ayant, bien sûr, été dissous.

Dans le même temps, il a rencontré également à plusieurs reprises Camille Vignau. Tous les chefs officiels du F.N.F. étaient, en effet, incarcérés.

Et reconstituer un appareil politique dans le climat d'après les barricades n'a pas été une mince affaire.

Tout comme moi journaliste à *la Dépêche quotidienne d'Algérie*, le journal de l'armateur Laurent Schiaffino, Pierre Bruno a été plus spécialement chargé de tous les contacts avec les différents groupes du département d'Alger et de l'Oranie.

A Alger et dans l'Algérois, l'affaire était plus simple. Les réunions clandestines, le plus souvent chez le bijoutier Pettine, ont pris très vite tournure et un mouvement parfaitement structuré a été rapidement mis en place avec des hommes comme Louis Bozzi, Dustou et aussi Jacques Pérez, le frère du médecin, auquel on pouvait simplement reprocher d'en faire trop en compagnie de la femme de Jean-Jacques Susini, c'est-à-dire que ses initiatives allaient trop souvent à l'encontre des accords passés avec les tenants de Lagaillarde ou ceux de Martel, ce qui provoquait, volontairement ou non, des frictions totalement inutiles et néfastes.

Pierre Bruno, sous prétexte de relations avec les différents correspondants de *la Dépêche quotidienne d'Algérie*, a sillonné l'Algérie en tous sens; il a pris des contacts à Oran avec Tabarot, Christian Conesa, Guy Villeneuve, conseiller général. A Bône, dont il est originaire, il est entré en relations avec Jean Bernard, ancien officier de marine, et Jacques Perrot, ancien capitaine des parachutistes dont la femme, Colette Boutin, propriétaire d'un magasin de chaussures cours Bertagna, saura par la suite fort bien tisser les fils d'un nouveau mouvement.

Les émotions des barricades semblent passées et bien passées. La police est désormais moins active en ce qui concerne le Front national français. Il y a bien eu de nombreux tracts, mais moins virulents. Les autorités sont moins inquiètes.

Il faut en profiter pour provoquer de multiples réunions, tant à Alger qu'à

Après quatre jours de ▸ délibérations, le G.P.R.A. a fait connaître sa réponse au général de Gaulle : il accepte le « voyage à Paris ». Dans la soirée, le F.A.F. demande aux populations « de garder leur calme et leur sang-froid et de lui manifester leur confiance en continuant d'adhérer de façon massive ».



G. Géry/Paris-Match

Bordj-Ménaiel avec Henri Bozzi et Dustou, à Fort-de-l'Eau chez Crespin, à Blida, Orléansville, Relizane, Oran, où Tabarot, Conesa et Villeneuve mettent en avant des hommes lucides comme Santini et Codina, conseillers généraux, Remy Pujol, qui n'a pas volé son surnom de « la Montagne », Jean-Claude Cuaz, Rebaud, le plus gros de l'action à mener devant l'être, semble-t-il en Oranie, dans cette Oranie qu'Alger a trop souvent, non pas délaissée, mais en quelque sorte méconnue, sous le fallacieux prétexte que toutes les décisions devaient venir de la capitale.

Une fois de plus, les difficultés viennent du Constantinois, les Européens y étant moins nombreux et les musulmans plus contaminés.

Mais Bruno effectuera dans ce domaine un très bon travail qui se révèlera très vite payant.

Dominique Zattara, directeur d'école, ancien sélectionné de la Ligue d'Alger de football, l'un des meilleurs éléments du

Présentation du F.A.F., lors de la conférence de presse qui a lieu à l'hôtel Saint-George.


J.-P. Biot/Paris-Match

Dans tous les coins de la ville d'Alger, des bureaux d'inscription sont ouverts.







Dalmas

Du haut du balcon de la Compagnie Algérienne, Joseph Ortiz s'adresse à la foule. Derrière lui : André Séguin, qui sera à l'origine de la création du F.A.F.

fameux Racing Universitaire Algérois de Jasseron et des frères Couard, secrétaire général du Syndicat national des instituteurs, se préoccupe de plus en plus de la situation politique en Algérie.

La réunion du 6 mai

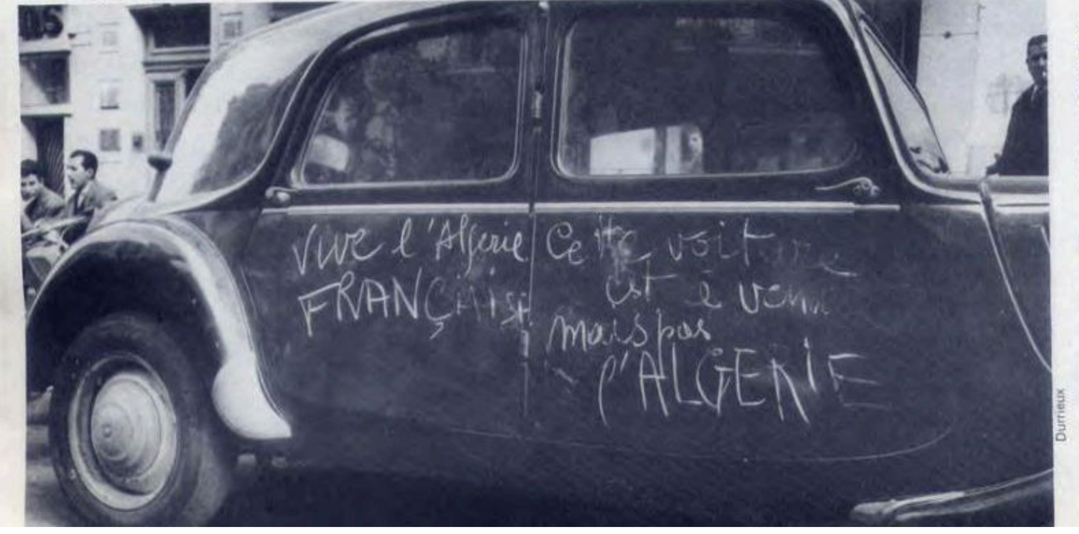
Il reçoit beaucoup car lui aussi estime que tous les mouvements qualifiés d'activistes tirent vraiment par trop à hue et à dia. Les anciens combattants d'Auguste Arnould, pilote civil à Air Algérie, donnent des instructions différentes de celles du F.N.F. clandestin. Martel pique souvent des crises de mysticisme; les « hommes » de Lagaillarde suivent scrupuleusement les instructions de Christian Roure, d'Alain Mentzer et de Guy Villalonga.

Il faut en sortir.

Toujours est-il que ces réunions chez Dominique Zattara sont particulièrement animées, mais quelquefois constructives, les uns et les autres voulant parvenir à redresser la barre alors même que leurs meilleurs amis sont en prison ou en exil. Depuis plusieurs mois déjà, tous mes efforts tendent à l'unification des mouvements, des groupuscules. Je ne suis pas encore suivi, mais les uns et les autres acceptent la discussion et peu à peu s'imprègnent de l'idée qu'effectivement une telle solution serait l'idéal, notamment pour redonner du tonus à une population qui de plus en plus se considère comme abandonnée, plus particulièrement par l'armée, laquelle, en effet, ne veut plus rencontrer les « activistes », jugés trop bavards et peu efficients.

« Vous n'êtes pas sérieux », « Vous ne représentez qu'une infime minorité de la population », « Essayez de réaliser une union véritable ». Tels sont les propos qu'à longueur de journée mes camarades journalistes et moi-même entendons, non seulement dans les états-majors, mais aussi dans les popotes et dans les djebels.

Cette voiture était équipée à l'arrière d'un dispositif permettant d'imprimer sur le sol les lettres F.A.F.



Durrieux

Nous sommes le 6 mai, une vingtaine réunis chez Zattara. Il est 21 heures; les enfants sont couchés et n'ont donc pas vu arriver par deux ou par trois tous ces hommes qui représentent le « reste » de l'activisme algérois.

La discussion s'engage. Les reproches affluent notamment à l'égard du F.N.F., qui, vingt-quatre heures plus tôt, a publié un tract dans lequel les accords avec les lagaillardistes n'ont pas du tout été respectés.

En fait, ce tract n'émane pas de la direction du F.N.F., mais plus simplement de « Jackie » Pérez, le frère du médecin, et de Mme Susini.

Il faut donc en finir.

Avec Georges Ras, journaliste à *la Voix du Nord*, grand reporter pratiquement installé à Alger et qui très vite a pris fait et cause pour les Français d'Algérie, nous proposons la création d'un mouvement unique. J'ai même prévu le nom : « Front national de l'Algérie française ». Zattara, le premier, proteste, car cette appellation ressemble vraiment trop à celle de l'ancien F.N.F.

Finalement, je pense qu'il est possible d'enlever le mot « national » et de conserver « Front de l'Algérie française ».

Très vite, je dois le dire, les présents se déclarent d'accord sur le principe, à l'exception de Jean-Marie Le Pen, qui estime que cela va faire double emploi avec le mouvement qu'il vient de créer à Paris.

Cela est peut-être vrai mais n'emporte pas l'adhésion des pieds-noirs, qui tiennent quand même à leur mouvement propre. ▶



Le bachagha Boualem, vice-président de l'Assemblée nationale, député d'Orléansville : fidèle parmi les fidèles. Il acceptera la présidence du F.A.F.

la lourde porte de la pri

Dès les premiers jours, les adhésions dépassent, ▶ pour Alger, 42 000. Toutefois, les Algérois, après avoir « encaissé » le discours de De Gaulle et « subi » le communiqué de Tunis, gardent leur calme.

seul capable, estiment-ils, de promouvoir le rassemblement indispensable de tous les Français d'Algérie et des musulmans fidèles à la France, bien plus nombreux à cette époque que ne veulent le laisser supposer les sphères gouvernementales.

Camille Vignau nous met en rapport avec un homme qui va devenir l'un des plus actifs d'entre nous : Antoine Andros, conseiller municipal de la ville d'Alger. C'est chez lui, rue Denfert-Rochereau, que vont désormais se tenir toutes les nombreuses réunions encore nécessaires, car il ne faut tout de même pas croire que dans le creuset activiste algérois les choses sont susceptibles de se régler sans discussions longues et ardues, les uns et les autres étant encore trop attachés à une autonomie vraiment simpliste étant donné le but à atteindre, c'est-à-dire la polarisation de l'ensemble de la population d'Algérie, sans oublier d'y intéresser, répétons-le, la masse des musulmans fidèles à la France.

Il faut à tout prix que nous empêchions les zizanies entre gens de milieux semblables; il ne faut plus que se reproduisent des incidents comme ceux qui ont opposé le F.N.F. à Jean-Marie Le Pen.

En effet, ce dernier, au moment où le F.N.F., pour montrer sa force, préconisait une abstention massive aux élections cantonales, n'avait rien trouvé de mieux que d'engager Babette Lagaillarde, la femme de Pierre, à faire acte de candidature.

C'était le pavé dans la mare! Les incidents faillirent être graves, les responsables du F.N.F. clandestin devant intervenir énergiquement pour que Jean-Marie Le Pen se sortît de ce guêpier sans dommage... important.

Finalement, et dans un dessein d'apaisement, grâce d'ailleurs à l'entremise de Georges Ras, de Georges Laffly et de Jean Brune, autres journalistes, le F.N.F., puisqu'il s'agit de Babette Lagaillarde, lève à la dernière minute son interdit. La femme du député d'Alger est élue triomphalement, ce qui la réjouit pour ce qui est de la satisfaction qu'elle éprouve de l'élection de son mari par personne interposée, mais en fait la consterne pour tout ce qu'une telle élection représente d'obligations.

Jean Brune, à son tour, multiplie les contacts, et les bureaux de *la Dépêche quotidienne d'Algérie* deviennent une véritable officine activiste.

Pour mieux faire, d'ailleurs, Georges Laffly y a pratiquement installé la rédaction d'*Alger-Université*, l'hebdomadaire de l'Association nationale des étudiants d'Algérie, ce qui nous permet d'être en contact permanent avec la fine fleur de la jeunesse algéroise.



L'atmosphère n'a certes rien de comparable à celle qui ▶ régnait fin janvier, mais depuis le discours du 14 juin, tracts et affiches font à nouveau leur apparition.

Les semaines et les mois passent. Les barricades sont déjà loin, mais toujours vivaces au cœur des Français d'Algérie, car les meilleurs des leaders de l'Algérie française sont toujours incarcérés.

« Jackie » Pérez et Mme Susini poursuivent leur action personnelle, indiscutablement en croyant bien faire, mais en empêchant systématiquement tout accord.

Je me rends donc à Paris et par l'intermédiaire de l'avocat de Jean-Jacques Susini, sous prétexte de régler une affaire de famille le concernant, j'obtiens du juge Simon, non sans difficulté et multiples questions embarrassantes, l'autorisation de le visiter à la prison de la Santé.

Bien que journaliste professionnel et, par conséquent, appelé à me rendre partout, c'est la première fois que j'entre dans une prison.

Aussi suis-je assez ému en passant la lourde porte qui fait face à un petit bar baptisé « A la bonne santé », humour que je ne goûte que très peu. Je serai plus habitué par la suite... pour ce qui concerne le passage de portes barricadées.

" Bien le bonjour, monsieur l'Union "

Dans la journée, au quartier des hommes du 24 janvier, les politiques, toutes les portes des cellules sont ouvertes, ce qui permet à mes camarades de se « visiter » de cellule à cellule.

Je ne suis pas plus tôt arrivé dans le « domaine » de Jean-Jacques Susini que tout le monde est au courant. C'est bientôt un rassemblement avec Jean-Claude Pérez, Sapin-Lignières, Ronda, Pierre Lagaillarde, Gardes et les autres. Je ne vois pas Alain de Sérigny, soigné à l'infirmerie.

Très vite, la question des tracts publiés sans mon consentement est résolue. Jean-Claude Pérez écrira à son frère et celui-ci obtempérera.

Reste la proposition que j'ai à faire concernant la création du Front de l'Algérie française.

J'expose les raisons qui militent en faveur de cette création, seul moyen de nous faire prendre au sérieux par les militaires tout en provoquant un renouveau d'intérêt dans la masse des tenants de l'Algérie française, dont le moral pour l'heure est assez bas.

Tous se déclarent d'accord, me souhaitant bien du plaisir devant l'ampleur de la tâche à accomplir.

Goguenard, Pierre Lagaillarde me dit :

n de la Santé fait face à un petit bar baptisé "à la bonne santé"...


Biot/Paris-Match



Biot/Paris-Match

Les pieds-noirs ne seront pas les seuls à adhérer au F.A.F. puisque, sur un million d'adhérents que comptera bientôt le mouvement, il y aura 500 000 musulmans.

« Si tu arrives à faire comprendre aux uns et aux autres qu'impérativement ils doivent se regrouper pour que le bloc constitué puisse enfin être pris au sérieux, je te tire mon chapeau. Bien le bonjour, monsieur l'Union... »

Triste de laisser mes camarades enfermés, je repars néanmoins de la Santé l'espoir au cœur. Le projet prend corps. Je rentre à Alger, fort de l'appui de tous ceux qui ont tout donné pour l'Algérie française et qui, en fait, représentent tous les mouvements. Leur voix compte. Elle sera entendue, d'autant qu'Ortiz m'a fait parvenir son accord par écrit.

A Constantine, Pierre Bruno s'est mis en rapport avec le député Canat, dont le fils devait être, par la suite, assassiné par les rebelles. Canat organise sa région tout comme font, en Oranie, Tabarot, Santini et leurs amis.

Du stade de projet on en arrive donc peu à peu aux réalités et de Gaulle devant s'adresser à la nation le 13 juin pour faire des ouvertures au G.P.R.A., nous décidons que le Front de l'Algérie française verra officiellement le jour le 14 juin 1960, au cours d'une conférence de presse qui se tiendra à l'hôtel Saint-George. Ce sera là une réplique que nous pensons propre à redonner du tonus à la population d'Algérie.

Nous n'avons pas pour autant de président.

Or il nous faut un leader qui fasse l'unanimité sur son nom. Un président qui symbolise, non seulement pour les Européens, mais aussi pour les musulmans, l'idée même de l'Algérie française.

J'ai parmi les parlementaires un ami de très longue date, le fidèle parmi les fidèles, un homme qui a son franc-parler, qui sait se faire écouter et mieux encore se faire aimer. C'est le vice-président de l'Assemblée nationale, mon ami le bachagha Saïd Boualem.

◄ Dominique Zattara, directeur d'école, secrétaire général du syndicat national des instituteurs. Sa conduite pendant la première guerre mondiale lui avait valu la Légion d'honneur.

Coll. Zattara

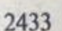
Les parents pauvres

Le 12 juin, je lui envoie à Paris Pierre Bruno, avec mission de lui faire accepter la lourde charge que représente la présidence du F.A.F., mais aussi avec mission de le ramener à Alger, pour présider et tenir cette conférence de presse constitutive. Boualem était évidemment au courant depuis de longues semaines des démarches qui étaient accomplies en vue de réaliser cette union indispensable, seule apte à provoquer la disparition des groupuscules nuisibles à une action efficace, sans que pour autant cette campagne soit, pour l'instant, axée sur la violence aussi bien dans le ton que dans les actes.

Après avoir mûrement réfléchi, le bachagha Saïd Boualem accepte la présidence, fait adhérer les députés Ioualalène, Azzem Ouali et Larradji, les proposant comme vice-présidents en compagnie des députés Canat et Portolano, ce qui est accepté.

Bruno, par téléphone de Paris, m'avise, avant de reprendre l'avion, de la réalisation de la première partie de sa mission, mais de l'impossibilité dans laquelle se trouve le bachagha d'effectuer le déplacement d'Alger, devant, ce même 14 juin, présider la séance de l'Assemblée nationale.

Depuis 1959, c'est-à-dire depuis que les événements nous ont obligés à nous « rebeller » à notre tour, toutes les décisions ont toujours été prises par Alger, ce qui n'a pas manqué, à juste titre d'ailleurs, d'ulcérer Oranais et Constantinois, considérés de ce fait comme des parents pauvres, tout juste bons à suivre les directives venues de la capitale. Une telle attitude forgée par la précipitation des événements beaucoup plus que par un calcul machiavélique, n'a pas manqué d'irriter, voire de froisser surtout les Oranais, fort bien structurés et capables de réaliser des actions tout aussi valables que celles mises sur pied par Alger. C'est pourquoi, avec Jean Brune et Georges Ras, nous envisageons que, pour la conférence de presse, les Algérois s'effaceront devant les

(Suite page 2436)




Biskra, vue aérienne, au fond, les Ziban. Le conquérant arabe Sidi Okba y passa jadis, au cours de la campagne qui le mena jusqu'aux rives de l'Atlantique.

Dr Ducarré



toute la "meute" internationale est présente à la conférence de presse

(Suite de la page 2433)

Oranais, chargés non seulement de répondre à toutes les questions, mais aussi de présenter à la France et au monde le nouveau mouvement dont l'ambition est de rassembler l'ensemble de la population « française » d'Algérie.

Yvan Santini, jeune conseiller général, bien que tout nouveau politique, est contacté par téléphone dans la nuit du 13 au 14 et prié d'arriver à Alger le 14 au matin, ce qu'il fait, s'enfermant aussitôt dans mon bureau de *la Dépêche quotidienne*, avec Jean Brune et Georges Ras ainsi qu'avec Pierre Bruno et Tabarot, pour n'en sortir que dix minutes seulement avant la conférence de presse. Nous le mettons au courant et bien qu'affirmant qu'il ne s'en sortira jamais, il s'informe adroitement de façon à n'être pris de court par aucun des journalistes présents, la « meute » internationale, comme nous les appelons, étant là avec les Serge Bromberger, Lartéguy, Chauvel, Wallis et tous les envoyés spéciaux de la presse mondiale pour la plupart venus spécialement à Alger pour cette conférence de presse.

Tout étant organisé par des journalistes, il est normal que la conférence de presse du Saint-George soit du goût des confrères, car, pour la première fois, un contrôle très strict est effectué à l'entrée de la salle, seuls les titulaires de la carte professionnelle de journaliste ayant accès à la conférence.

De ce fait sont évitées les interruptions intempestives de personnes n'ayant rien à voir dans la question débattue.

Cela a plu, je m'en souviens encore.


R. Picherie/Paris-Match

Doublé par une organisation clandestine

Pierre Bruno s'est chargé, avec une autre journaliste, Véronique, qui signe « Masque de Velours », de la décoration de la salle. Contre le mur, en très bonne place, la maquette du projet d'affiche retient les regards.

Réalisée par Jean Brune, qui, en plus de ses fonctions de directeur de la rédaction de *la Dépêche*, n'a pas pour autant oublié qu'il est un peintre de talent, cette maquette, sur fond bleu, blanc, rouge représente un puissant bélier qui va devenir l'emblème du nouveau mouvement, symbolisant l'intention bien arrêtée des promoteurs du F.A.F. d'aller de l'avant et de foncer pour qu'il soit bien la réalité de demain.

Les vice-présidents actifs sont Camille Vignau, Antoine Andros, Yvan Santini, Ange Codina et les députés du Constantinois Canat et Portolano.

Ce sont eux qui sont chargés de mettre en place les permanences.

A Alger, la permanence centrale est située avenue Jean-Moulin, au bas de la « descente » de Champ-de-Manœuvre. Elle est, dès son ouverture, littéralement prise d'assaut par la population et les responsables, à savoir Claude Capeau, ingénieur à Électricité et Gaz d'Algérie, lieutenant de parachutistes de réserve, Vigouroux, responsable des sous-officiers de réserve, Belleval, secrétaire général du mouvement, aidés par une dizaine de volontaires, sont totalement débordés.

Les adhésions dès le premier jour dépassent 42 000 pour la seule ville d'Alger, les bureaux d'inscription s'ouvrant dans tous les coins de la cité.

Ce n'est pas un succès, mais un triomphe.

Les nouvelles parvenues d'Oran sont identiques. Les docteurs Laborde et Finas, Jean-Claude Cuaz, Tabarot, Conesa et Villeneuve se sont installés place des Victoires.

Le défilé des Oranais est incessant. Les murs sont tapissés de béliers. Le F.A.F. est partout. Ses dirigeants sont enfin considérés comme majeurs et nombreux sont les militaires en activité qui adhèrent spontanément au mouvement; cela ne s'était jamais produit jusqu'alors.

Zattara, Vignau, Andros reprennent contact avec les états-majors et le capitaine Sergent, qui devait s'illustrer par la suite dans l'O.A.S., est chargé des relations avec le F.A.F., que surveille déjà du coin de l'œil Roger Degueldre.

A Constantine, la permanence tenue par le conseiller général Roux, à proximité de *la Dépêche de Constantine*, est installée avenue France. A Bône, sur le cours Bertagna, M. et Mme Perrot et Jean Bernard font tourner la « boutique » aidés par Me Gassiot, notamment.

En une semaine, le nombre des adhésions atteint deux cent vingt mille.

Le F.A.F. est le plus grand parti de France.

J. de Potier/Paris-Match



Jean-Marie Le Pen : il poussera Babette Lagaillarde à se présenter aux élections cantonales, ce qui lui vaudra les foudres des responsables du F.N.F. clandestin. ▶

◀ Au colloque de Vincennes, qui réunit des partisans de l'Algérie française d'origines politiques diverses, sera votée une motion déclarant que l'Algérie, terre de souveraineté française, doit rester dans la République.

Mais ce que tout le monde ignore, c'est que fort des événements précédents et des réactions gouvernementales, le Front de l'Algérie française a été, dès le départ, dédoublé par ses créateurs, c'est-à-dire que, parallèlement à l'organisation officielle, est mise en place une autre organisation d'un F.A.F. déjà clandestin, seuls Andros et Vignau figurant dans les deux mouvements, pour assurer une absolue continuité.

Les musulmans adhèrent massivement

Dans ce F.A.F. clandestin, on retrouve à mes côtés, Dominique Zattara, Tabarot, Conesa et Villeneuve, Alain Mentzer, Christian Roure, noms qui seront cités quelques mois plus tard dans l'O.A.S.

La police n'est pas sûre mais, bien renseignée, elle se méfie du F.A.F. officiel et, comme par hasard, les expulsions effectuées au cours des mois d'octobre et de novembre, frapperont la plupart des clandestins. Mais à vouloir trop bien faire, il arrive parfois que les intérêts des opposants soient servis; c'est ainsi que ces expulsions faciliteront finalement la cause du F.A.F., en constituant à Paris un bureau permanent composé du bachagha Boualem, de Tabarot, Villeneuve et moi-même, ce qui nous permettait de tenir des réunions hebdomadaires, avec Jacques Soustelle, Georges Bidault, Lacoste-Lareymondie, Jean-Marie Le Pen, Bernard Lafay, Castellan entre autres, arrivant de ce fait à prendre des décisions immédiatement applicables tant en Algérie qu'en métropole.

Certains chefs de mouvement métropolitains, pourquoi le cacher, sont « énervés » par l'essor sans cesse grandissant du F.A.F., car, vers la fin du mois de novembre, soit dix mois seulement après les barricades, l'Algérie activiste s'est bien reprise et le Front de l'Algérie française vient de dépasser le million d'adhérents, ce qui ne s'est jamais vu en France et *a fortiori* en Algérie.

Les musulmans, notamment en Kabylie, avec Ioualalène et Azzem Ouali ont rallié massivement le mouvement tout comme les tribus de la région de Bône travaillées par le courageux commandant Tebib, un ancien des spahis.

Ahmed Djebbour se démène dans l'Orléansvillois et malgré les pressions exercées par le F.L.N. sur ce million d'adhérents, on peut estimer que la moitié sont des musulmans qui n'hésitent pas ainsi à clamer leur foi en la France.



Manaut-Esquieule

L'hôtel Saint-George à Alger, où a lieu la conférence de presse donnée par les chefs du nouveau parti : tous les envoyés spéciaux de la presse mondiale, la « meute internationale », sont présents à la conférence.

Certains des dirigeants du F.A.F. ne se sont-ils pas bercés d'illusions devant l'ampleur de leur mouvement? Certains d'entre eux seront nettement dépassés. Quelques-uns, comme Belleval, prendront peur et démissionneront.

Mais le F.A.F. clandestin, bien en place, ne va pas tarder à prendre la relève, car, une fois encore, après les événements de décembre, ce grand rassemblement qui inquiète le gouvernement va être à son tour dissous.

Toujours est-il que le F.A.F. clandestin sera la préfiguration de l'Organisation armée secrète, puisque aussi bien dans cette Algérie en perpétuel mouvement, on retrouve toujours les mêmes têtes à la pointe de l'action, menée dans le dessein de garder l'Algérie dans la France, sans que toujours l'esprit politique ait prévalu comme cela aurait dû être, c'est-à-dire en sacrifiant au besoin l'action en Algérie à une action politique bien plus importante et bien plus efficace en métropole. Mais cela est une autre histoire. H

André SÉGUIN

ODYSSÉE DU SERGENT B

CECI est l'histoire du sergent Boujemah Aïrouche qui fut proxénète, puis cadre de l'A.L.N. avant de s'engager dans une harka et de s'y bien conduire.

Les faits se sont déroulés dans les djebels kabyles.

Un beau matin, Boujemah Aïrouche avait débarqué à Paris. Conseillé par un de ses nombreux cousins, il s'était lancé très vite dans des activités qui, pour n'être pas avouables, s'étaient révélées lucratives.

Et sans doute vivrait-il encore des charmes des « belles de nuit » si le destin ne l'avait ramené au douar, dans sa Kabylie natale, par un chemin sinueux et difficile, « plus long que le *trig* (chemin) jusqu'à Beni-Mansour ».

C'est un trait qui frappait toujours chez Boujemah. Il était habitué aux grands espaces, il faisait souvent de longs voyages en avion. Mais lorsqu'il retrouvait la terre de ses ancêtres, la langue et les coutumes kabyles le reprenaient avec plus de force que s'il n'était jamais sorti de la Soummam. Le trajet Akaba-Beni-Mansour, le *trig*, était pour lui un long chemin, plus long que ceux qui mènent au bout du monde...

Beni-Mansour marque la fin de la vallée de la Soummam. Au-delà des Portes-de-Fer, brûlantes l'été, déprimantes et glaciales l'hiver, c'était, affirmait Boujemah, « la terre des inconnus, le pays des Arabes... et même les confins de la wilaya 1 ».

Cette façon de mélanger la politique, la nature, les hommes, le climat, cela aussi c'était du Boujemah.

Il disait aussi bien « ces *kelb* de communistes », pour désigner les rebelles que cet « hiver fellagha » lorsque le temps se montrait rigoureux.

Quand le quartier de la Goutte-d'Or avait ressenti les premiers effets des événements d'Algérie, Boujemah s'était médiocrement intéressé aux discussions passionnées de ses coreligionnaires.

Boujemah était un bon fils. Tous les mois, il expédiait un mandat à l'instituteur de Felden, assuré que l'argent parviendrait ainsi à ses vieux parents.

Felden, qui accroche ses gourbis en torchis aux roches abruptes du djebel, vivait en dehors du temps. Jusqu'à ce que la rébellion atteignît aussi la Kabylie et touchât ses montagnards. Le vieux nid d'aigle devait compter jusqu'à 98 *moussbilin* armés pour une population de quelques centaines d'âmes aux plus beaux jours de l'insurrection, en 1957. Trois ans plus tard, il était détruit, évacué, ruiné, et les 98 *moussbilin* avaient été tués ou faits prisonniers.

Boujemah n'oubliait pas Felden. Dans la brume triste de Paris il pensait souvent



Breyer

Dans les zones contrôlées par l'A.L.N., *djounoud* et *moussbilin* dressent des barrages, effectuent des vérifications d'identité, gardent l'entrée des villages. ▶

à la petite maison qui sommeillait sous le soleil parmi les oliviers torturés. Il aimait à se rappeler les secrets murmurés par l'Ighzer, jaloux de ses lauriers-roses, qui courait par-delà les pentes vertigineuses vers les moulins centenaires.

Un jour de janvier 1957, Boujemah reçut une lettre : le *chir* (vieux) lui demandait avec insistance de rentrer au pays. Quelque chose de grave avait dû se passer.

Il arriva à Akbou quarante-huit heures plus tard, par un après-midi printanier.

Keystone



Georges Masselot : il tiendra son serment jusqu'au bout.

Des rizières tonkinoises au djebel algérien

« Ma famille est installée en Algérie depuis cent dix ans. Elle a un bien à défendre : un caveau au cimetière de Bougie... » Cette profession de foi, simple et profonde, est celle d'un soldat que rien ni personne ne fera jamais changer d'opinion. Il ne se soucie guère de politique, mais il défendra l'Algérie de toute sa volonté, de tout son courage. Et même s'il le faut, en entrant en rébellion contre le gouvernement de son pays.

L'allure athlétique, des épaules de lutteur, un visage rond et sympathique, aux cheveux en brosse et grisonnants, à la bouche volontaire. C'est le lieutenant-colonel Georges Masselot, qui s'est vu confier, à quarante-huit ans, le commandement du 18e régiment de chasseurs parachutistes.

Ce petit-fils de pieds-noirs – son grand-père, contrôleur maritime, a créé le port de Bougie – entre à Saint-Cyr en 1930 et, tout naturellement, c'est chez les tirailleurs algériens – 25e R.T.A. – qu'il se retrouve lorsqu'il en sort, en 1932. Puis la légion l'attire et le retient. Lorsqu'il est nommé lieutenant, en 1936, il commande les képis blancs, dans les territoires du Sud, d'abord, en Syrie et au Liban, ensuite.

Avec la légion il combat sur l'Aisne et sur la Marne (première blessure, première citation) pendant la campagne de France. Un peu plus tard, le voilà au Sénégal avec la 40e demi-brigade de légion étrangère. Capitaine en 1942, Georges Masselot se distingue lors de la reconquête de la Tunisie, en 1943, à Zaghouan et à Pont-du-Fahs (deuxième blessure, deuxième citation).

Le débarquement en Provence, la campagne des Vosges, l'Alsace (chevalier de la Légion d'honneur)... Et c'est l'Indochine, en 1946. Masselot s'y familiarise avec la guerre subversive. Il en rapportera la conviction que celle-ci menace notre civilisation. Breveté parachutiste, il est affecté, en 1951, au 5e R.E.I. qui tient un secteur d'une zone côtière du Tonkin. Lors de l'affaire d'Hoa Binh, il assure le repli des troupes. Il est alors fait officier de la Légion d'honneur.

Plus tard, à la tête du 2e bataillon étranger de parachutistes – le B.E.P. –, le commandant Masselot participe à diverses opérations au Tonkin et en Cochinchine. Parlant de son expérience indochinoise il dira plus tard : « Ce fut une grande douleur d'avoir été contraint d'abandonner des gens à qui la France avait promis aide et protection et qui lui faisaient confiance. Je me fis alors le serment d'empêcher qu'un pareil processus ne se renouvelât en Algérie. »

En 1956, il la retrouve, sa chère Algérie, déchirée, ensanglantée. Avec son unité, qui s'est muée en 2e régiment étranger de parachutistes, il intervient dans le Constantinois et sur la frontière tunisienne (troisième blessure, nouvelle citation). En 1958, adjoint opérationnel dans la zone Sud algérois, il participe à la réduction de Bellounis et, un an plus tard, il a la joie d'anéantir le commando d'Amirouche.

Le voici nommé lieutenant-colonel et commandeur de la Légion d'honneur. Il se voit confier le 18e régiment de chasseurs parachutistes, régiment qui fait sa fierté. C'est, rappelle-t-il, l'héritier de l'ancien Royal Auvergne, devenu le 18e de ligne, le régiment favori de l'Empereur et l'un des sacrifiés de Waterloo.

A la tête de cette prestigieuse unité, Georges Masselot opère en Petite Kabylie, dans le cadre de « Pierres-Précieuses », avant d'être engagé dans l'Aurès et de se retrouver à Alger pour y assurer le maintien de l'ordre.

UJEMAH

L'heure du déjeuner. Les maquisards ont ordre de ▶ ne pas toucher aux « femmes des civils », et pour avoir enfreint cet ordre, certains seront exécutés.



Leterrier

A la sortie de la gare, une surprise l'attendait. Il ne reconnaissait rien de ce qu'il avait quitté. D'abord, les militaires étaient partout. Des gendarmes, des goumiers, des parachutistes, plus qu'au 14 juillet sur les Champs-Élysées!

Tout avait changé. Même la neige, vers Felden, dissimulait mal cette métamorphose. Saisi d'un brusque pressentiment, Boujemah sauta dans le vieux taxi brinquebalant qui stationnait entre deux G.M.C.

« Qui va là? »

Progressivement, Boujemah allait découvrir combien la rébellion, avec son organisation dure et impitoyable, avec ses nouvelles lois, avait apporté de modifications profondes dans la vie de Felden.

Très vite, il regretterait la belle époque du garde forestier et du bon garde champêtre, le temps des gendarmes et des *nefras* avec les villages voisins. Mais pour l'instant, il pestait contre ses chaussures, la neige et les cailloux du chemin.

Boujemah était pratiquement arrivé. Il franchissait la passerelle qui enjambe l'Ighzer lorsqu'une voix, derrière son dos, le figea brusquement :

— Qui va là?

Il sut plus tard, ô combien! que c'était là la première partie toujours la même, du mot de passe qui commandait désormais l'entrée du village.

— Boujemah Boujemah, lança-t-il.

— Quel Boujemah? rétorqua la voix.

— Boujemah Boujemah, j'arrive de Paris. Tu veux jouer à cache-cache, bougre d'imbécile?

Il sentit alors des lunettes glacées se poser sur sa nuque : l'homme le tenait au bout d'un fusil de chasse.

— *Imith?* (Tu t'appelles?)

— Boujemah Boujemah, *ya rrabb!*

— Va. Tu peux passer.

Aïrouche, comme tous les garçons nés un vendredi, avait été baptisé Boujemah. Et comme son père s'appelait aussi Boujemah, on le connaissait au village sous le nom de Boujemah Boujemah.

Il arriva aux premiers gourbis du village en réfléchissant à cet accueil bizarre. La présence d'un *assès* (guetteur) lui laissait supposer la présence à Felden d'une section ou d'une katiba de *djounoud* (combattants), cette « armée de l'ombre » dont il avait tant entendu parler dans les cafés maures de Rochechouart.

Mais il arrêta là ses considérations. Deux hommes en armes, au bout de la ruelle, semblaient monter la garde devant sa propre demeure.

Vêtu d'un bleu de chauffe et chaussé de pataugas marron, le plus grand tenait en bandoulière une mitraillette 9 mm Beretta. L'autre portait une cachabia traditionnelle et un fusil de chasse à l'épaule. Il les reconnut tous les deux, se pencha sans un mot, la gorge serrée, et poussa la porte basse de la maison.

La fumée et l'odeur de bois brûlé l'assaillirent. Une lampe à huile éclairait faiblement l'assemblée : trente hommes, environ, tous armés, se tenaient dans la grande salle aux murs de terre battue.

Si Mohand, treillis vert, PO 8 au côté, carabine U.S. à la main, lui dit :

— Boujemah, cette maison n'est plus la tienne. Ton père et ta mère ont été exécutés hier matin. Cette maison est désormais le *merkès* (relais) du commando zonal. L'ordre a été signé du capitaine Si Hamimi. Regarde.

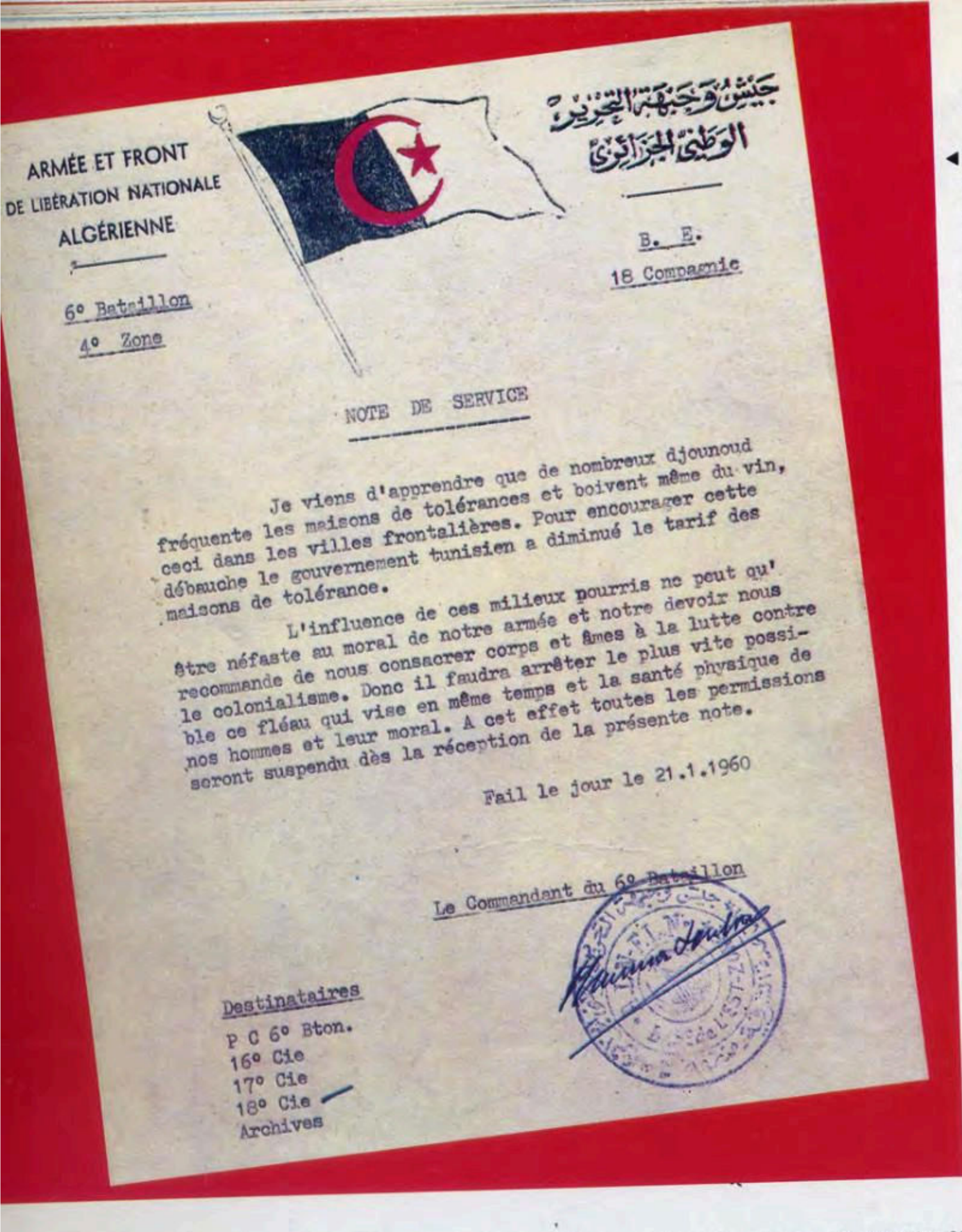
— Pourquoi, bougre de baudet? Pourquoi le vieux et la vieille? hoqueta Boujemah.

Il reçut un violent coup de matraque d'olivier dur derrière l'oreille et tomba à genoux.

— Le vieux et la vieille? Pourquoi?

Le nœud dans le bois lui fit à la base du crâne un trou profond dont il devait toujours se souvenir. Surtout quand, devenu harki, il interrogeait des prisonniers...

Le soir, il apprit que le village était aux ordres d'un chef *nidham*, lui-même adjoint d'un chef terroriste qui commandait les *moussbilin*. C'était l'O.P.A. qui dénonçait les « traîtres », sabotait les routes, posait ▶


ARMÉE ET FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE ALGÉRIENNE

جيش وجبهة التحرير الوطني الجزائري

6e Bataillon
4e Zone

B. E.
18 Compagnie

NOTE DE SERVICE

Je viens d'apprendre que de nombreux djounoud fréquente les maisons de tolérances et boivent même du vin, ceci dans les villes frontalières. Pour encourager cette débauche le gouvernement tunisien a diminué le tarif des maisons de tolérance.

L'influence de ces milieux pourris ne peut qu'être néfaste au moral de notre armée et notre devoir nous recommande de nous consacrer corps et âmes à la lutte contre le colonialisme. Donc il faudra arrêter le plus vite possible ce fléau qui vise en même temps et la santé physique de nos hommes et leur moral. A cet effet toutes les permissions seront suspendu dès la réception de la présente note.

Fait le jour le 21.1.1960

Le Commandant du 6e Bataillon

Destinataires
P C 6e Bton.
16e Cie
17e Cie
18e Cie
Archives

le vieil Aïrouche avait

◄ **Puritaine, l'A.L.N. l'est, certes, comme toute armée révolutionnaire. Mais d'autres questions entrent en jeu : rien ne doit fatiguer inutilement les combattants.**

les mines, espionnait et donnait les renseignements pour les embuscades. Elle organisait le repos des katibas et du commando zonal, ouvrait la conscription des futurs *djounoud*.

Boujemah devait apprendre aussi que sa famille avait été victime du cousin Idir, parce que son père avait servi le café au capitaine de la S.A.S. d'Ighzer-Amokrane, lors d'une opération de recensement. Suprême trahison, le vieil Aïrouche avait arboré, ce jour-là, les décorations gagnées en 1916, dans l'enfer de la Marne.

Et il sut enfin, que plus jamais il ne partirait du village. On l'avait nommé *moussbel*, sous les ordres du cousin Idir. S'il tentait de fuir, son frère et sa sœur subiraient le sort de ses parents. Idir, faussement amical, le prit par les épaules et lui dit : « Tu as de la veine de rester à Felden. Là-bas, dans l'Akfadou, les *djounoud* n'ont pas la vie facile. Ici, tu n'auras qu'à taper sur une boîte de confiture avec un morceau de fer. Plus tard, on te donnera un fusil. Oui, dans l'Akfadou, ils n'ont pas la vie facile... » Et il ajouta : « Tu te souviens de notre cousin Maklouf? Il était caporal au commando zonal. Il est mort. Écoute, Boujemah, écoute... »

Maklouf avait aimé la France. Il ne s'était d'ailleurs jamais posé de questions à ce sujet. Il était français. Il avait appris à lire, à compter en français.

Quand il était enfant, avec ses cousins Idir et Boujemah, il avait dévalé toutes les pentes, joué au gendarme et aux voleurs dans l'oliveraie, exploré le moindre pouce de terrain, reconnu le moindre détour de l'Ighzer. Adolescent, il avait chassé le sanglier, passé des journées et des nuits entières près de la source, aux aguets. Et puis, comme il aimait aussi la poudre et le tir, il avait participé à deux *nefras* (règlements de comptes) dans la région d'Ifri, où les morts se comptaient par dizaines. Et naturellement, son goût du baroud l'avait amené à s'enrôler, avec beaucoup d'autres, dans une katiba, sans idéal politique ni haine véritable.

On avait sorti des vieilles valises, les capotes fripées de tirailleur et mis au jour les vieux arsenaux de récupération : Statti, Beretta, Thompson, Sten, Mauser...

La katiba nº 121, formée de quatre sections de 30 hommes originaires du douar, était née. Une cinquième section, composée d'anciens militaires, avait été baptisée commando zonal et affectée — honneur insigne — à la garde personnelle de Si Amirouche, colonel de l'A.L.N., chef incontestable et incontesté de la wilaya 3. Maklouf était chef d'équipe dans ce commando. Mais un soir, il s'assoupit pendant son tour de garde et la discipline de fer du colonel s'abattit sur lui comme un vol de sauterelles.

Les bras en croix

Désarmé, Maklouf fut traîné dans un coin de la clairière où se dressaient une table en bois et une chaise de jardin.

Un seul homme était à la fois juge, avocat et juré : le capitaine Si Hamimi.

— Reconnais-tu avoir dormi pendant la garde?

— Oui.

— Tu n'es plus *djoundi*. Exécution immédiate.

Maklouf ne se débattit pas. Il essaya de se concentrer pour faire sa prière, après qu'on l'eut dépouillé de ses vêtements, car le « gaspillage d'uniforme » était aussi puni de mort.

Puis on l'amena sous l'olivier transformé en gibet. Si Hamimi lui passa la corde au cou et l'obligea à monter sur la chaise, qu'il fit basculer d'un coup de pied. Dans un râle, Maklouf arriva à souffler : « La mort sur vous, chacals! »

C'était fini. Dans la nuit même, son cadavre fut pendu à l'entrée de son village natal avec la pancarte : « Traître à ses frères. »

Boujemah avait écouté le récit de la mort de Maklouf. Saisissant le sens voilé de la menace, d'autant qu'Idir lui avait encore raconté l'exécution d'un *moussbel* qui s'était lavé les deux pieds, en même temps, dans l'Ighzer.

Une faute grave avait précisé le cousin : les pieds doivent être lavés l'un après l'autre, car le *djoundi* doit toujours être prêt au combat. Ça fait partie du règlement; et il avait conclu : « Si Hamimi lui a tiré une balle dans la nuque. »

L'*assès* Boujemah était bien noté de ses chefs. Mais depuis la mort des vieux, sa haine pour Idir et la rébellion ne cessait de grandir.

Il s'était fait à sa condition de guetteur, comme on se prend à un jeu. Mais il savait qu'il cesserait de jouer quand il le voudrait. Il retardait le moment par une sorte de masochisme, le goût d'un risque congé-

Dans un village, retour d'une patrouille. Les ▶ paysans acceptent de prêter leurs gourbis, mais pas leurs femmes, et le *djoundi* se le tient pour dit.



Reporters Associés

nital. Et puis un matin, à l'heure où le chien et le chacal se confondent encore, l'occasion se présenta.

Il surveillait avec Idir, le chemin qui monte à Felden. Celui-là même qui l'avait conduit vers la guerre et la vengeance. Soudain, Idir crut entrevoir une ombre : *Men hou?* Une courte rafale de MAT 49 vint en écho, déchirant le silence de l'aube. Atteint d'une balle à un œil, Idir s'effondra en râlant : « Maman.» Instinctivement Boujemah appuya sur les détentes de son fusil de chasse, en direction des lueurs de départ qu'il avait entrevues.

Les grêlons de métal sifflèrent aux oreilles du caporal-chef Areski de la harka d'Akbou.

Il était venu seul avec sa MAT 49, deux grenades et huit chargeurs. Il savait où trouver Idir pour lui régler son compte. Quand il entendit s'éloigner Boujemah qui tirait son cousin par le collet, il se mit à hurler : « Fils de chien, je vous aurai tous! »

Puis il se glissa entre les oliviers vers l'Ighzer qu'il avait mis tant de temps à remonter. En moins d'une heure, il refit le chemin.

L'œil pendait, comme un grain de raisin trop mûr, sur la joue martyrisée du chef *assès*.

Il continuait à se plaindre : « Mon frère, laisse-moi mourir tranquille! »

Après l'avoir traîné à travers les buissons, Boujemah avait adossé son cousin à un tronc de figuier. La blessure était grave mais pas mortelle.

Boujemah avait reconnu la voix d'Areski. Il revoyait son profil léonin, sa moustache énorme...

Le soleil n'allait pas tarder à paraître au-dessus de la montagne. Et les harkis reviendraient sûrement avec les Français.

Brusquement, Boujemah prit une première décision; il mit une cartouche dans son fusil — non pas une cartouche de chevrotines, mais celle qui contenait une balle unique, taillée dans le battant de la petite cloche de l'école de Felden. Il posa rapidement le double canon sur la face d'Idir et tira.

Alors il dit à Idir : « Bougre de bandit! le vieux et la vieille te valaient mille fois! »

La balle ressortit derrière l'oreille et s'enfonça dans l'écorce du figuier.

Areski revint avec 8 hommes sur la route de Felden.

Il ramassa le cadavre d'Idir et l'attacha les bras en croix à l'olivier qui, quelques mois auparavant, marquait l'arrêt de l'autobus Akbou-Chellata-Ibouzidène-Ighzer-Amokrane-Sidi-Aïch.

Le car était resté dans la vallée près de Tizi-Meglaz, incendié par les *moussbilin* d'Idir en 1955. Le chauffeur était Areski...

Une femme chanta

Arrivé à Akbou après plusieurs heures de marche, Areski était entré au fort carré et en était ressorti avec cet uniforme qu'il n'avait plus quitté.

Il y avait maintenant un sacré remue-ménage à Felden. Une compagnie de la coloniale avait suivi l'escouade d'Areski et fouillait le village de fond en comble. Boujemah était tapi dans une cache, retenant son souffle. Les coloniaux et les harkis étaient tout près. Ils venaient de dénicher Khodja, le chef terroriste, et son adjoint réfugiés dans une grotte. Boujemah avait entendu les explosions des grenades offensives et ressenti les déflagrations dans son propre réduit, car le canal d'aération communiquait avec celui de Khodja. Il perçut aussi deux coups secs et isolés et comprit qu'Areski n'avait même pas pris la peine d'interroger les prisonniers.

Longtemps après, une femme se mit à chanter d'une voix monotone et il sut qu'il pouvait sortir. Le jour commençait à décliner. Il ôta son cache-poussière, se ▶

Reporters Associés



◀ La population aide parfois les *djounoud* pour une raison idéologique, mais plus souvent sous l'empire de la peur. Son rôle est avant tout de les loger et de les nourrir.

égorgée, éventrée, Zihna était allongée, les yeux grands ouverts

frotta les yeux, croisa quelques femmes qui le regardèrent à la dérobée, échangea un bref salut avec un groupe de *moussbilin* armés et se dirigea vers le refuge.

Il s'arrêta brusquement en entendant des supplications et des appels au secours. Le père de Khodja, nouveau chef *nidham*, le poussa dans le dos et lui dit : « Rentre et repose-toi, Boujemah, tu prendras la garde à minuit et tu remplaceras Idir à la tête des *assès*. Ne te préoccupe pas de cette salope. Elle va payer... »

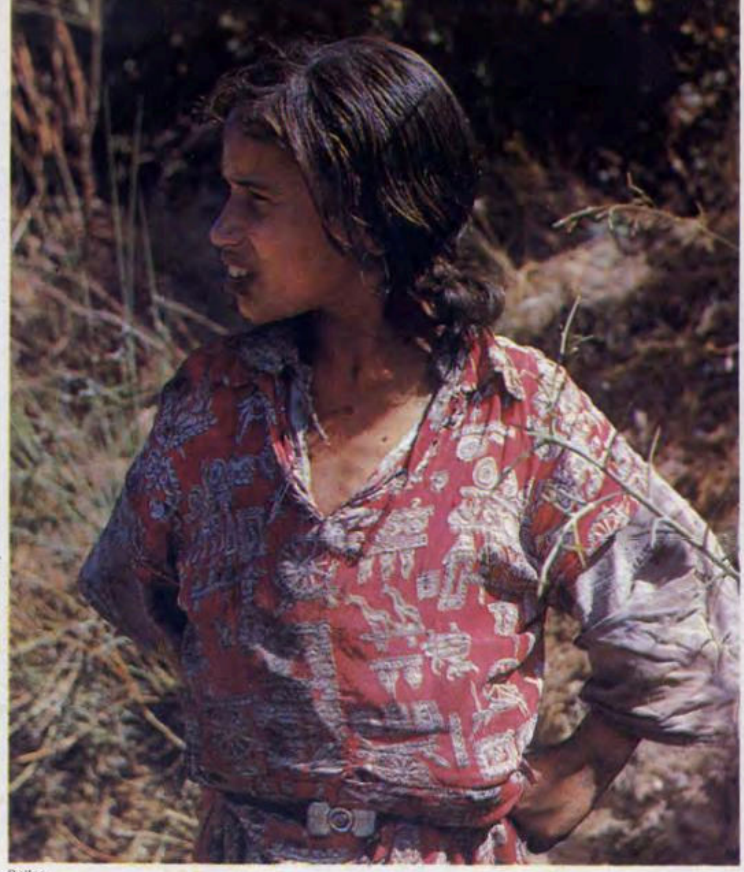
Boujemah se coucha à même le sol, mais il ne put trouver le sommeil. Il pensait à Zihna, sa petite camarade de jeunesse, qu'il avait entendue hurler d'effroi tout à l'heure. Tandis que les hommes de garde allaient et venaient, un souvenir le poursuivait : Zihna, après qu'elle eut épousé un *chibani* (vieux) choisi par son père, s'était donnée à Boujemah. Ils se retrouvaient chaque jour dans la maison cantonnière avec la bénédiction du vieux Lopez, qui avait fui maintenant vers Alger. Il lui semblait que c'était hier.

Trois silhouettes s'encadrèrent dans la porte basse. Khodja leur dit d'entrer.

Boujemah affectant de dormir, tendit l'oreille au récit que faisait « Boulaya », le seul barbu du village, égorgeur connu pour sa férocité, de Bougie à Beni-Mansour. « Zihna, cette chienne, a servi le khaoua au capitaine des Français cet après-midi. Son mari l'a aidée. Le soir, elle n'a pas voulu ouvrir la porte quand nous avons frappé. Nous sommes entrés par le toit; nous sommes tombés du ciel sur elle et sur le *chibani*. Nous sommes tous passés dessus et... »

« C'est l'heure, frère, dit Khodja. Prends tous tes hommes et place-les soigneusement.

Des femmes, les ▶ *djounoud* attendent qu'elles fassent la cuisine, qu'elles leur portent à manger dans les maquis, qu'elles fassent le guet ou portent des messages. Tant qu'elles obéissent scrupuleusement aux ordres, tout va bien pour elles, sinon... elles risquent fort de subir le sort de la malheureuse Zihna. Son cas n'est pas isolé. Combien d'autres ont été tuées après avoir subi d'atroces tortures pour une simple tasse de café offerte à un soldat français !



Belfee

Ils sont venus hier, ils reviendront sûrement ce matin, ces chiens, pour se faire tous tuer. Le commando zonal vient d'arriver. 12 mitraillettes, 10 fusils, 2 F.M... Allah! qu'ils viennent ce matin. Ouvre l'œil, Boujemah. Va, va. »

Dans la lumière du jour naissant

Boujemah sortit avec ses huit guetteurs, mit une heure entière à les placer autour du village et s'installa lui-même au poste d'Idir, entre les deux branches de l'olivier, en forme de V.

Cachée derrière les nuages, la lune teintait les sommets, vers Seddouk, d'une lumière pâle. Mais, autour de lui, le ciel était d'encre, le silence profond...

Il sut immédiatement qu'Areski était là. Lui seul pouvait approcher sur la piste caillouteuse sans faire rouler le moindre gravier, sans froisser le bas de son treillis.

Boujemah, se décidant brusquement, murmura : « Ne tire pas, ne tire pas, c'est Boujemah Boujemah. »

Areski ne tira pas mais il s'immobilisa, craignant un piège.

« Je viens vers toi, Areski, la crosse en avant. Ne tire pas, je suis avec vous. Cours vite à Akbou, préviens les *asker* (soldats), les gendarmes, tout le monde. Le commando zonal est dans le village. Il faut tous les tuer. Va, Areski, va. »

Dans la matinée, le commando zonal fut coincé entre Felden et Akbou. Il se rabattit vers la route nationale dans la vallée, mais tomba sur un barrage de gardes mobiles qui le mit hors de combat. Dix-sept rebelles, dont un lieutenant, abattus, quatorze armes de guerre récupérées...

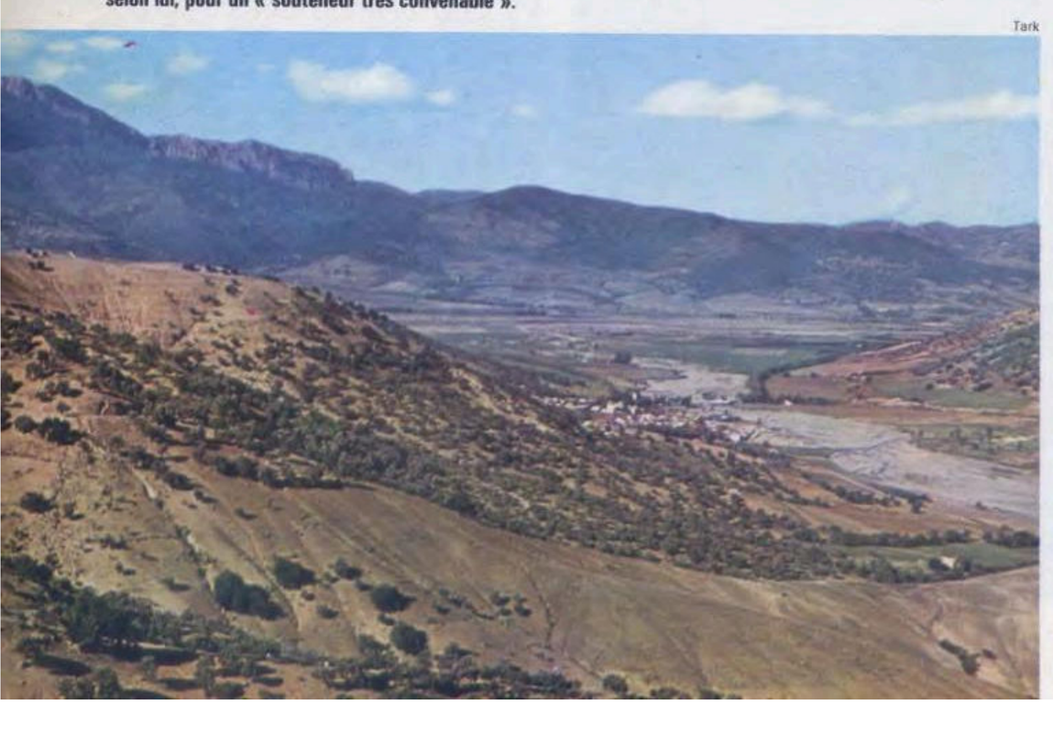
Cependant, Boujemah n'avait pas suivi Areski. Il était descendu par le chemin. De loin, dans la lumière blafarde du jour naissant, il aperçut deux formes allongées, l'une contre l'autre, comme deux troncs d'arbre à l'abattage. Les yeux pleins de larmes, il se pencha sur la plus petite des deux. C'était bien Zihna, les yeux grands ouverts. Elle avait été égorgée, violée, puis éventrée du pubis à l'estomac. Son vieux mari avait encore les poignets attachés. La chair était boursouflée autour des cordes mouillées. Il avait été également égorgé.

Quelques jours plus tard, Boujemah Aïrouche se ralliait à l'armée et revêtait l'uniforme des harkis. **H**

Jean TAOUSSON

La Grande Kabylie et la vallée de la Soummam, terre natale d'Aïrouche Boujemah, qui passait à Paris, selon lui, pour un « souteneur très convenable ».

Tark



AU SERVICE DU GÉNÉRAL



J. Coup de Fréjac à Alger.

Manaut-Esquieule

Hassi-Messaoud : avec la découverte des gisements de pétrole, l'Algérie dispose de sérieux atouts pour permettre la réalisation du plan de Constantine, qui déterminera deux axes d'action : la renaissance de l'Algérie du bled, et le développement de l'Algérie moderne dans les plaines côtières.

En août 1960, le plan de « rénovation du personnel » en Algérie se poursuit. Après la création d'une direction des affaires politiques confiée à François Coulet, de Gaulle décide qu'il y aura également à la Délégation générale une direction de l'information. Et il confie cette responsabilité, périlleuse et délicate dans le climat actuel, à l'un de ses fidèles, le gaulliste Coup de Fréjac.

— Coup, lui dit-il de sa manière lapidaire et autoritaire, vous allez prendre l'information en main là-bas. Vous la conduirez de la guerre totale à l'indépendance.

Tout a commencé pour Jacques Coup de Fréjac en 1940 alors qu'il venait d'avoir vingt et un ans. Ce fils d'administrateur colonial, qui compte de nombreux fonctionnaires dans sa famille, ce licencié en droit et diplômé de Sciences po, n'accepte pas la défaite. La France, après tout, n'a

parachuté dans le dos des allemands, Coup de Fréjac établit la li





Docs Coup de Fréjac

Jacques Coup de Fréjac : il y avait loin du lieutenant de Londres (1940) au prisonnier d'Alhama de Aragon (1943). Pendant un an, il avait vécu et travaillé auprès du général de Gaulle avant d'être parachuté en France.

perdu qu'une bataille... Alors il faut poursuivre le combat.

Le jeune Coup n'a pas encore entendu parler d'un certain général de Gaulle, mais, immédiatement, toute sa formation lui commande de ne pas abdiquer. Par tous les moyens il va chercher à être utile et à rejoindre la France libre. Quand il y parviendra, après une aventure maritime, sa connaissance des langues le distinguera pour être affecté à l'état-major du général, qui se l'attachera.

Non qu'il ait la haine de l'Allemagne, qu'il connaît bien — sa grand-mère est allemande si sa mère est hollandaise —, mais parce qu'il est épris de liberté et qu'il a envie de tâter de la guerre.

« Ce grand garçon au visage ouvert et avenant, aux yeux clairs, l'a séduit par sa culture, son apparente nonchalance et sa distinction, écrit Yves Courrière. Mais la flamme intérieure qui le brûle décide de tout. Pendant un an, Coup de Fréjac vit auprès de De Gaulle. Il est Français libre, son rêve, mais n'a toujours pas pris part à la guerre. Il demande et obtient de suivre l'entraînement de parachutiste. Puis il monte au combat, au sein de l'armée des ombres. Dès mars 1942, Coup de Fréjac partage son temps entre le renseignement et l'action. »

Repéré par la Gestapo, traqué, cerné dans le Jura, il parvient à passer en Espagne où il goûte aux geôles franquistes. Il y rencontre celle qui deviendra sa femme, une évadée de France comme lui. Échangés par les Espagnols, qui ont faim, contre quelques sacs de grain anglais, Coup de Fréjac et sa fiancée débarquent à Casablanca avec tout un convoi d'autres Français libérés des prisons de la péninsule.

A Alger, Jacques Soustelle, qui dirige le fameux B.C.R.A., accepte de son adjoint, Guillaume Widmer, de le prendre dans ses services et lui confie le soin de choisir, parmi les volontaires, les Français libres qui seront parachutés dans les maquis. Pendant la campagne d'Italie, Coup de Fréjac assure la liaison auprès des troupes américaines, mais malgré tous ses efforts, il ne peut être affecté à l'opération « Overlord », qui jette sur les côtes normandes les armées libératrices. Il se rattrape en Provence au débarquement du 15 août. Sa guerre, alors, n'est pas celle de tout le monde. Il est parachuté par les Américains dans le dos des Allemands et il établit la liaison avec la Résistance, tandis que les Alliés avancent. Ceux-ci le récupèrent; il est à nouveau parachuté un peu plus loin. Et ainsi de suite...

De Gaulle s'en mêle

Pour cet amateur d'aventures qu'est Coup de Fréjac, tout cela est des plus divertissant... Jusqu'à ce damné jour de septembre 1944 où les Allemands lui mettent la main dessus.

Très vite ils apprennent à qui ils ont affaire et c'est l'acheminement vers l'Allemagne, vers les camps de sinistre mémoire. Coup de Fréjac a vingt-cinq ans. Il tient le coup jusqu'à l'arrivée des troupes américaines et russes, qui le libèrent, mais il lui faudra un certain temps pour se remettre, avant de pouvoir se lancer à nouveau dans l'action. C'est en Allemagne, auprès des forces d'occupation, qu'il se retrouve, une fois guéri, car il veut apprendre « sur le tas » ce qui ne va pas dans les relations entre son pays et ce voisin turbulent. Il sera, à Saulgau, en Wurtemberg, un des plus jeunes « gouverneurs » de cercle de la zone provisoire d'occupation.

Mais de Gaulle retourne à Colombey-les-Deux-Églises. Pour Coup de Fréjac, le général n'étant plus là, il ne reste pas grand-chose à faire de ce côté-ci de

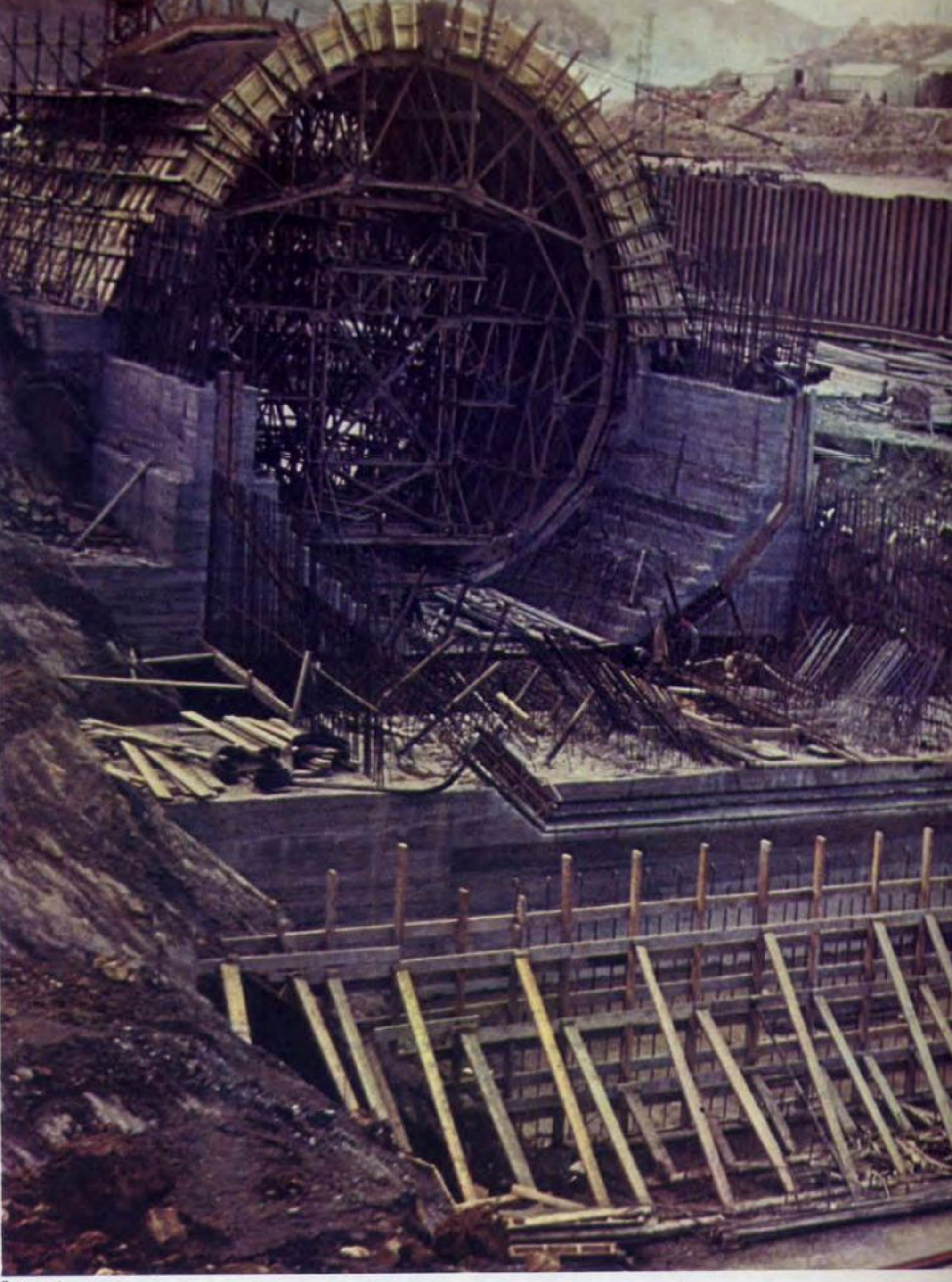
Dalmas



François Coulet *(à droite)* s'entretient avec Jean Morin ▶ *(à gauche)*, le nouveau délégué général en Algérie. Jean Morin était préfet de la Haute-Garonne.

son avec la résistance

Dans le cadre du plan de Constantine, la France va ▶ consacrer 2 000 milliards (A.F.) à l'Algérie, et la politique d'industrialisation doit s'accompagner d'un véritable essai coordonné d'aménagement du territoire.



Bessaguet

l'Atlantique. Aussi passe-t-il dans le secteur privé et, plus tard, il s'embarque pour l'Amérique où il s'initie à la technique, alors toute récente, des relations publiques.

— Je m'engage à rester avec vous, dit-il au directeur de l'organisme qui l'emploie, sauf si le général revient au pouvoir. Dans ce cas il faudra me rendre ma liberté pour le rejoindre.

— Eh bien, mon cher « Jack », vous êtes des nôtres pour longtemps, prophétise le boss un peu légèrement. Votre général, il est mort et bien mort, croyez-moi...

Le général de retour aux affaires, Coup se met aussitôt à sa disposition. Il apporte sa compétence et son efficacité à un organisme créé par le gouvernement : la Caisse d'équipement pour le développement de l'Algérie, organisme qui va devenir la cheville ouvrière du développement économique et social des départements d'outre-Méditerranée.

Dès l'origine, il participe à l'élaboration du « plan de Constantine » qui définit, pour une dizaine d'années, le programme de développement souhaitable et nécessaire en Algérie. Ce plan se fonde essentiellement sur une considération : depuis la découverte du pétrole d'Hassi-Messaoud, l'Algérie possède une véritable source d'énergie, alors qu'auparavant elle ne disposait que de quelques barrages sur de médiocres rivières.

Dès 1959, Paul Delouvrier demande à Coup de Fréjac de le rejoindre à la Délégation générale. Il veut en faire le directeur de l'information. Coup est réticent, il préfère s'occuper des relations publiques du plan de Constantine. « J'y serais plus efficace », dit-il. Créer une sorte d'engouement autour du grand dessein algérien qui découlera de la réussite du plan, c'est en somme son métier. S'emparer de but en blanc des responsabilités d'une information politique lui paraît plus malaisé.

Il résume sa position dans une formule : « Il me semble plus efficace de mettre sur les rails algériens une locomotive économique tirant un train politique, plutôt que l'inverse. » Pendant toute l'année 1959 et une partie de 1960, il s'occupe donc de la vitrine du plan de Constantine. Entouré d'une équipe de spécialistes de presse et d'information qu'il a lui-même mise en place, il effectue de fréquents voyages à travers le territoire algérien. Il s'imprègne de la réalité de la situation économique, humaine, sociale, politique.

Dix-huit mois s'écoulent. Des résultats positifs sont obtenus. En France et dans les pays du Marché commun, on assiste à un mouvement d'intérêt, parfois même de sympathie à l'égard des investissements en Algérie. C'est alors que Delouvrier insiste de nouveau pour que Coup prenne en main l'information à Alger. Et de Gaulle s'en mêle, cette fois. Le moyen de dire « non » au général lorsqu'on est Coup de Fréjac ?

Coup répond " présent "

« Certains ont pu penser, dit aujourd'hui l'ancien directeur à l'information, que le fait de répondre « présent » alors que je n'étais guère enthousiaste pour le job offert, était la marque d'une « obéissance inconditionnelle ». Je crois que cette terminologie n'impressionne pas les gens sérieux.

» Les hommes du début de la France libre n'ont jamais observé — et le général ne leur a jamais demandé d'observer — une obéissance de cette sorte. Au contraire. Il leur était conseillé de garder leur liberté de propos et d'opinion. J'ajoute que la confiance que le général accordait à ses collaborateurs était d'autant plus grande que ceux-ci conservaient cette liberté. »

En août 1960, Coup de Fréjac s'installe à Alger. Sa position, pour aborder ses nouvelles responsabilités, est celle d'un technicien. Il n'a guère d'expérience de l'administration. Ce n'est pas un fonctionnaire. Mais il aime servir l'État. Il considère — il a appris cela aux États-Unis où il a été en mesure d'en apprécier l'intérêt — que le passage du secteur privé au secteur public, comme le passage du secteur public au secteur privé, est généralement bénéfique et positif.

Dès son arrivée, il insiste pour obtenir plusieurs choses du délégué général et ▶

il arrive parfois de suggérer aux journalistes menacés de partir rapidement en vacances...

des autorités en place, plusieurs choses qui lui paraissent indispensables :

1) Il sera créé une direction de l'information au sein de laquelle une équipe s'occupera de l'actualité (1). En revanche, le service de l'information proprement dit, qui faisait partie depuis fort longtemps de la délégation (il comptait près de 90 personnes sous l'autorité de M. Figière) continue à fonctionner mais ne s'occupera que des grandes campagnes d'information;

2) Le nouveau directeur de l'information sera rattaché au cabinet du délégué général de façon à être toujours en prise directe sur les problèmes posés à celui-ci;

3) Il aura autorité sur l'information civile certes, mais également sur l'information militaire, de façon à pouvoir coordonner activement ces deux domaines, ce qui n'avait pas été le cas auparavant.

Livrés à eux-mêmes

Coup de Fréjac est très aidé, lors de sa prise de fonctions, par le fait que, parallèlement à la création de la direction de l'information, vient d'être mise en place une direction des affaires politiques. Celle-ci, confiée à François Coulet, un ancien directeur de cabinet du général, avait autorité pour orienter l'action politique, en accord avec le délégué général et le gouvernement. Sans que les deux hommes se soient connus précédemment le « binômage » s'effectue presque automatiquement entre François Coulet, son équipe et celle de Coup.

Sans perdre de temps, Coup de Fréjac établit des relations permanentes avec les représentants de la presse, relations qui, avant lui, n'étaient qu'épisodiques entre les autorités et les journalistes. Du moins depuis le départ de Robert Lacoste, qui avait également créé une véritable direction de l'information, confiée à un autre spécialiste, Michel Gorlin. Après lui, il n'y eut plus rien. Les représentants de la presse étaient livrés à eux-mêmes, quand on ne les traitait pas en gêneurs, en indésirables. Recevoir un journaliste, estimait-on, c'était prendre un risque. Et dans l'Algérie de l'époque, il ne fallait pas prendre de risques.

Coup de Fréjac change tout cela. Il adopte résolument une position inverse et maintient la liaison avec les journalistes de toute tendance et de toute nationalité. Il veille à ce qu'aucune discrimination n'existe, du fait de ses services, entre ceux qui appuient la politique du gouvernement et ceux qui la combattent, soit parce qu'ils sont favorables au F.L.N., soit parce qu'ils sont partisans de l'Algérie française.

Le nouveau directeur de l'information a appris son métier aux États-Unis. De l'autre côté de l'Atlantique, on s'est depuis longtemps convaincu que l'objectivité de la presse ne peut être que le résultat de la pluralité des points de vue.

Régulièrement, une ou deux fois par semaine, parfois plus souvent, il tient une conférence de presse au cours de laquelle il distille la réflexion des milieux de l'information sur les événements en cours.

Il ne laisse jamais sans réponse les questions formulées par la presse, celles qui sont posées à ses services comme celles implicitement contenues dans les comptes rendus des quotidiens ou des hebdomadaires. Et tous ceux qui lui paraissent inexacts font l'objet d'une intervention explicative auprès de l'organe concerné.

Coup de Fréjac organise également des visites en Algérie de groupes de journalistes de la presse de province et de l'étranger auxquels il fait découvrir, sur le terrain, la réalité algérienne. Peu à peu le dialogue est rétabli. Peu à peu s'instaure un climat de confiance entre la Délégation générale et la presse.

(1) Pour cette mission, Coup choisit, J.-L. Guillaud, E. de La Taille, Th. de Scitivaux et R. Villeneuve.


Durrieux

Coup de Fréjac veut une presse libre et objective. « Une de mes fiertés, dira-t-il, c'est qu'aucun représentant de la presse n'a fait l'objet d'une mesure d'expulsion tout le temps que j'ai été directeur de l'information. »

Un moment de flottement

Il y a un moment de flottement, aussi bien dans les services de Coup de Fréjac que chez les journalistes lorsque le général Crépin remplace le général Challe et que Jean Morin succède à Paul Delouvrier à la Délégation générale. Ce n'est un secret pour personne que les personnalités des nouveaux sont différentes de celles de leurs prédécesseurs. Et en particulier sur le plan de leur comportement et de leur attitude à l'égard de la presse.

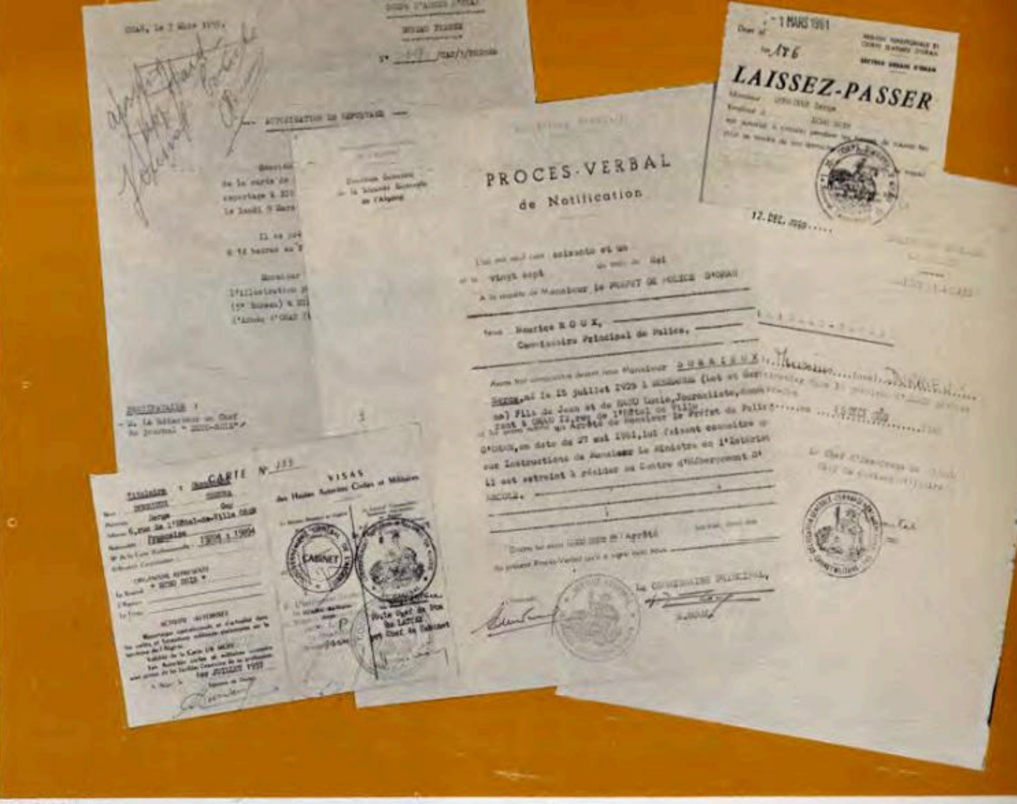
De plus, au fur et à mesure que la situation algérienne évolue et que, du même coup, le rôle et la mission de l'armée se transforment, des combats d'arrière-garde sont livrés de-ci de-là sur le plan de l'information. D'où un état de tension assez fréquent entre la direction de l'information civile et les services militaires. Mais le général Crépin, tient à préciser Coup de Fréjac, a toujours arbitré avec une droiture de vrai militaire.

Habans/Paris-Match



◀ Le général de Gaulle à Tizi-Ouzou en 1960. Derrière lui, dans son ombre, Coup de Fréjac. Déjà est venu le temps où, en matière d'information, la responsabilité de fait devient de plus en plus du ressort de Paris.

A l'époque, il était très difficile à un journaliste ► d'exercer son métier en Algérie. Les tracasseries administratives étaient multiples. Coup de Fréjac, dès son arrivée, s'est efforcé de les aplanir.



Docs Durrieux

« La nouvelle politique algérienne, commente Coup, avait entraîné la venue d'hommes nouveaux. A l'époque Challe-Delouvrier, une hypothèse de travail prévalait, qui s'exprimait à travers le plan de Constantine. Il s'agissait de faire évoluer ce pays vers l'indépendance, lentement, en une dizaine d'années peut-être, en lui donnant progressivement une infrastructure humaine fondée sur une économie plus solide grâce à la découverte des hydrocarbures. Cela impliquait que, pendant cette période, la majorité des pieds-noirs resterait sur place pour être, du moins au départ, la cheville ouvrière de cette transformation économique. »

Un " modus vivendi "

A partir du moment où le gouvernement juge nécessaire d'accélérer le processus de dégagement conduisant à l'indépendance de l'Algérie, toute la politique d'information et d'action psychologique n'a plus sa raison d'être. Il va falloir développer de nouveaux thèmes et de nouveaux arguments, disposer de nouveaux moyens.

Conséquence pour l'équipe du directeur de l'information : la création de postes radio régionaux. Alors qu'auparavant la région algérienne (hors des grandes villes) était couverte par des moyens militaires, on leur substitue douze postes régionaux qui assureront une diffusion beaucoup plus différenciée de l'information sur les masses musulmanes.

Malgré l'attitude moins libérale du nouveau délégué général à l'égard de la presse, Coup de Fréjac parvient à faire respecter le *modus vivendi* qu'il a su imposer. Grâce à lui on n'expulse toujours pas les journalistes auxquels on reproche de ne pas jouer le jeu d'une certaine objectivité, ou ceux qui se lancent dans des commentaires jugés déplacés en haut lieu. En cas de besoin, on leur fait comprendre qu'il leur faut partir en vacances pendant un certain temps...

A la suite des événements de décembre, Coup va lui-même chercher dans les prisons d'Alger des confrères, ceux de *Paris-Match*, en particulier, qui ont été « bouclés » simplement parce qu'ils faisaient leur métier. Il s'oppose à l'expulsion d'Alain Jacob, du *Monde* qui, sur certains aspects de l'évolution algérienne, en sait davantage bien souvent que les autorités et qui déplaît pour cette raison.

« Ce qui m'a été le plus difficile, le plus traumatisant, dit Coup de Fréjac, c'est la coupure totale qui s'est faite entre les milieux pieds-noirs et ma direction. Nous avions pensé un temps que ceux que l'on appelait les libéraux algériens pourraient servir de transition, de pont, entre la Délégation générale et la population. Or il s'est produit ce qui arrive aux métis en période de tension entre deux races : ils sont rejetés par chacun. Les libéraux avaient perdu leur crédit — et souvent la vie — à vouloir jouer ce rôle avec dévouement.

Un rôle à jouer

» Il aurait fallu leur substituer quelque chose — mais quoi ? on ne l'a pas trouvé — pour garder le contact avec les pieds-noirs, dit encore Coup de Fréjac. Peut-être était-ce un peu ma faute. Mais je crois qu'eux aussi furent en partie responsables. Toujours est-il que l'on a vu s'ouvrir, à cette occasion, la première faille dans le système d'information que nous avions conçu. Celui-ci étant basé sur l'objectivité, sur le respect de la pluralité des points de vue, il se trouvait faussé à partir du moment où le courant ne passait plus entre nous et les tenants de ces points de vue. Ce qui s'est produit.

» Il fallait convaincre les pieds-noirs que la situation était changée, qu'elle avait évolué mais que, néanmoins, ils continueraient à avoir leur place en Algérie, poursuit l'ancien directeur.

» Or la position de la presse de tendance Algérie française a été constamment et jusqu'à la dernière minute — en prenant une responsabilité que je considère comme écrasante — de dire : « Nous pourrons » renverser cette politique [...], le général » n'est pas éternel [...], nous disposons » d'influences ici, là ou ailleurs », etc., alors que pour qui connaissait la situation en Algérie, et pour qui connaissait la personnalité du général de Gaulle, il était évident que cette politique ne serait plus modifiée. »

L'exemple le plus frappant de cette antinomie, de cette opposition de points de vue a été le putsch d'avril. A la veille de cet événement, les milieux pieds-noirs avaient lentement pris conscience de ce que l'armée ne jouerait plus un rôle d'intervention, mais un rôle de neutralité, de ce que l'évolution algérienne était irréversible et que peut-être ils auraient, eux les Européens, un rôle à jouer dans la nouvelle Algérie.

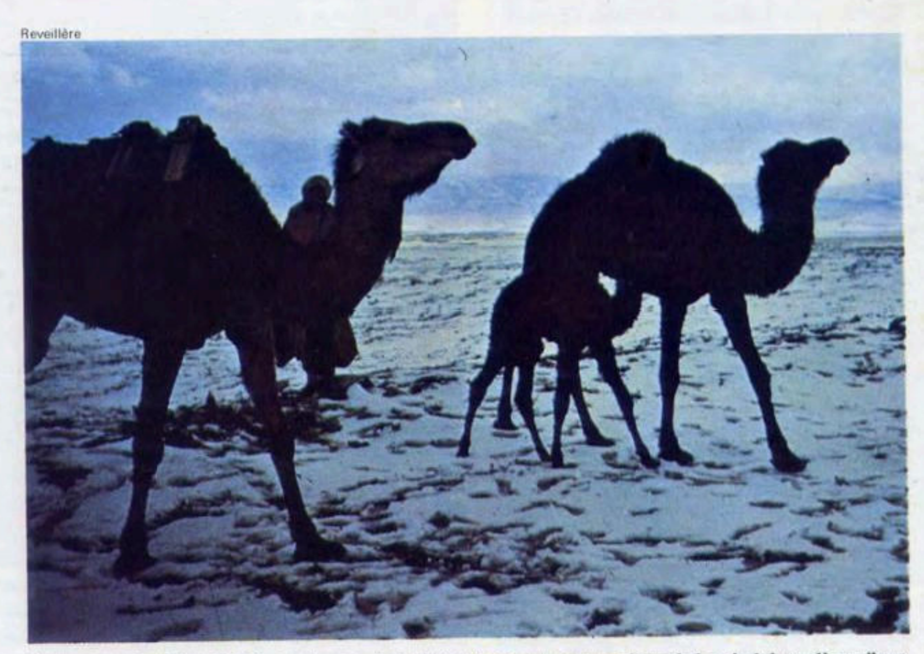
« Malheureusement, alors que nous commencions à désamorcer chez les pieds-noirs une attitude totalement négative, le putsch d'avril s'est produit, qui a fait office de ballon d'oxygène artificiel, dit Coup de Fréjac. Les Européens d'Algérie se sont remis à croire à la possibilité de renverser le courant politique algérien. Ce faux espoir donné à la population eut les plus graves conséquences. A partir de ce moment, il était évident que les Européens ne pourraient pas demeurer dans une Algérie indépendante. De cela, les auteurs du putsch porteront la responsabilité devant l'Histoire. »

Au fur et à mesure que s'approchent des négociations inévitables, la responsabilité de fait, en matière d'information, devient de plus en plus du ressort de Paris et dépend de moins en moins de l'échelon algérien. La mission confiée à l'origine à Coup de Fréjac — « Vous êtes chargé, lui avait dit le général de Gaulle, d'aller, en matière d'information, de la guerre totale à l'indépendance » — s'achève. Les négociations étant enclenchées, la responsabilité de l'information appartient désormais au gouvernement. Mais Coup de Fréjac n'en a pas terminé pour autant avec l'Algérie, il lui reste à vivre ce prochain putsch militaire du mois d'avril 1961. **H**

Pierre-Albert LAMBERT

LA KAHENA, UN GÉNÉRAL AU FÉMININ

Reveillère



L'hiver dans la région de Tébessa. Le spectacle de ces chameaux sur un sol enneigé est irréel et mélancolique.

Dans tout l'Aurès, le souvenir de la Kahena est resté vivace. Son nom ? Est-ce Dihya ? Est-ce Damiya ? Nul ne le sait avec certitude. Elle ne possède qu'un surnom : la Kahena, c'est-à-dire, en arabe, la sorcière ou la prêtresse. La tradition veut qu'elle ait été juive. En fait, Berbère, elle pratiquait sans doute la religion hébraïque.

Elle vivait au VIIe siècle de notre ère ; c'était la reine puissante d'une tribu nomade de l'Aurès, les Djeraoua, dont le territoire s'étendait jusqu'aux montagnes du Sud tunisien. Générale et sorcière, le prestige de la Kahena était immense.

Les Chaouïas montrent encore le repaire inaccessible qu'elle s'était aménagé, près de Baniane (40 km N.-E. de Biskra), au sommet de l'Ahmar Khadou, et chuchotent qu'il existe des grottes gardées par des lions de bronze où sont emmagasinés ses trésors.

Elle entre en scène au moment des premières incursions arabes au Maghreb et tout de suite leur oppose une résistance farouche. Le premier choc entre ses troupes et celles de Hassan, gouverneur d'Égypte, eut lieu à la Meskiana, entre Tébessa et Constantine, vers 689. Les Arabes furent vaincus ; ils s'enfuirent, les Berbères à leurs trousses, vers Gabès.

On retrouve la trace de la Kahena, non loin de là, à Ed-Djem, où, selon la tradition, elle tint garnison dans le célèbre amphithéâtre romain. Elle force les Arabes à fuir vers la Libye. Ghadamès garde son souvenir : en compagnie d'un chef local, El-Ghoul-el-Gorba, elle participa au pillage de la ville et amoncela le butin dans le fort où, paraît-il, il se trouverait toujours. La magicienne inspire encore de nos jours aux habitants une sainte crainte.

Ayant fait plusieurs prisonniers à la Meskiana, elle remarqua parmi eux un jeune homme particulièrement beau et brave, Khaled. Elle décida de l'adopter. « Je veux te donner mon lait, lui dit-elle, pour que tu deviennes le frère de mes fils. » C'est un rite berbère qui confère à l'adopté les mêmes droits héréditaires qu'aux enfants légitimes. Ce disant, elle prit de la farine d'orge qu'elle mélangea à de l'huile, elle enduisit ses seins de cette bouillie. Puis elle appela ses deux fils et Khaled, qui la mangèrent ensemble sur sa poitrine. Elle leur dit ensuite : « Dorénavant, vous êtes frères. »

Pendant cinq ans, elle régna sur les Berbères, mais après cette période faste, le sort tourna pour la Kahena.

Pour mieux résister aux Arabes, elle ordonna de faire le désert devant eux. Ses partisans coupèrent les arbres. Or tout le Sud algérien et tunisien n'était qu'une olivaie à cette époque. Elle s'aliéna les cultivateurs, qui, dans leur désarroi préférèrent se tourner vers l'ennemi. Les rangs de la Kahena s'éclaircirent.

Une dernière bataille contre Hassan eut lieu à Tabarka. La veille, la Kahena sut que sa fin était proche. Elle prévint ses fils et leur ordonna de passer à l'ennemi. C'est une coutume berbère, qui existait encore au Maroc au moment de la pacification, en vue d'assurer la survie du clan.

Avec de tels pressentiments le moral des troupes ne pouvait qu'être bas. La Kahena est battue et pourchassée jusqu'à l'Aurès où elle est tuée, vers 702, près d'un endroit nommé depuis Bir-el-Kahena. Sa tête est envoyée en cadeau au calife.

Odette BOUCHER

Guy le Querrec



Femme et enfant chaouias. Peut-être sont-ils des descendants de la Kahena, magicienne et générale, entrée maintenant dans l'histoire de l'Algérie.

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : ***Maurice Dumoncel***
Directeur des périodiques : ***Georges Mazoyer***

Directeur : ***Yves Courrière***
Conseiller auprès de la Direction : ***Général Beaufre***
Rédacteur en chef : ***Jean Fontugne***
Adjoints : ***Jacques Kohlmann***, ***Liliane Crété***
Chef service photo : ***François Wittmann***
Directeur des publications Historia : ***Christian Melchior-Bonnet***
Administration : ***Christian Clerc***
Maquettiste : ***Edmond Fréson***
Dessinateur : ***John Batchelor***
Fabrication : ***Roger Brimeur***
Secrétariat de la rédaction : ***Brigitte Le Pelley Fonteny***
Adjoint : ***Charles Meyer***
Directeur de la promotion : ***Jacques Jourquin***
Assistantes : ***Chantal de Pinsun***, ***Françoise Rose***
Relations publiques : ***Claude Bénédick***
Abonnements : ***Jean-Loup Pellé***

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14[e]. **Tél. 707-17-89.**
Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3 F. – Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14[e]. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29. CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48[e] numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE
Août 1960

FRANCE

5 : le bureau politique du parti communiste prend position sur l'Algérie.
15 : réponse française à la note de Khrouchtchev du 23 juillet.
29 : première audience de la chambre d'accusation de Paris sur l'affaire du complot d'Alger.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

3 : nomination de trois sous-préfets musulmans.
11 : exécution par le F.L.N. de deux soldats français prisonniers.
19 : discours de Bourguiba sur le Congo.
22 : ouverture à Chtaura d'une conférence des ministres arabes des Affaires étrangères.
22 : le G.P.R.A. demande un référendum sous contrôle de l'O.N.U.
24 : nomination de Coup de Fréjac à la direction de l'information à Alger.

AFRIQUE

1[er] : le Dahomey accède à l'indépendance.
2 : la Belgique accepte l'envoi de troupes de l'O.N.U. au Katanga.
3 : le Niger accède à l'indépendance, suivi, le 5, par la Haute-Volta, le 7, par la Côte-d'Ivoire, le 11, par le Tchad.
12 : à la suite du vote du Conseil de sécurité, arrivée de Dag Hammarskjoeld à Élisabethville.
13 : la République centrafricaine accède à l'indépendance, suivie, le 15, par le Congo français et le 17, par le Gabon.
21 : Modibo Keita installe le gouvernement de la Fédération du Mali à Bamako.
25 : ouverture de la conférence interafricaine de Léopoldville.
27 : incidents à Stanleyville.

AMÉRIQUE

2 : note soviétique aux États-Unis sur le RB-47.
3 : communiqué argentin mettant fin au conflit avec Israël.
5 : déclaration Kennedy sur l'Algérie.

ASIE

9 : le coup d'État des paras de Cong Lee à Vientiane (Laos) provoque une crise gouvernementale.

EUROPE

5 : incident de frontière albano-grec.
17 : ouverture du débat sur le Congo à la Chambre belge.
17 : ouverture à Londres de pourparlers anglo-américains sur l'arrêt des expériences nucléaires.
18 : condamnation en U.R.S.S. de l'aviateur américain Francis Powers.
19 : lancement du second vaisseau cosmique soviétique.

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



GUERRE SECRÈTE ET PLAN DE CONSTANTINE

Sommaire

● Une aventure en Oranie

Grande, blonde, un teint de rose, des yeux pers aux reflets violets, très belle, enjouée, pas plus farouche qu'il n'est nécessaire, cette jeune danseuse classique est aussi agent de renseignements. Elle révèle que les commandants de wilaya en réserve en Tunisie et au Maroc ont reçu l'ordre de rejoindre leur commandement dans les maquis. Ainsi commence la mission d'un officier français qui, durant des mois, commandera une wilaya !

● Plan de Constantine

Le pari sur l'avenir a-t-il été tenu ? Où en est-on à quelques semaines des sanglantes émeutes qui marqueront le dernier voyage du général de Gaulle en Algérie ? Quelles sont les réalisations que l'on peut encore espérer voir aboutir au cours des prochains mois ?

● Le procès Jeanson

Le principal accusé n'est pas là. Les autres inculpés se reconnaissent coupables des faits qui leur sont reprochés mais tentent de forcer l'opinion publique à sortir de son indifférence en multipliant les incidents de procédure et les interventions de personnalités littéraires ou politiques.

● L'opinion du juge

On ne peut refuser son estime à celui qui s'efforce de confondre l'amour de la patrie avec l'amour de l'humanité. Il n'empêche qu'il était normal que le tribunal condamnât les membres du réseau Jeanson. Un juge célèbre nous explique pourquoi.

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 2[e] trim. 1973. - N° d'imp. C. 70.
Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2083. — Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL. — **N° 315 - 21 mai 1973.**



L'ECHO DE L'ORANIE | DIRECTEUR GENERAL Pierre LAFFONT | L'ECHO DU CHELIF

L'Echo d'Oran
ADOLPHE PERRIER (1844-1879)
PAUL PERRIER (1879-1927)
LUCIEN PERRIER (1927-1956)
PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
Raoul PERRIER

SAMEDI 13 AOUT 1960
N° 31.866

UN CRIME

Le F.L.N. a donc commis le crime que dénonçait par avance, jeudi soir, le ministère des Armées. Il a assassiné deux soldats français « après un simulacre de jugement ». En s'efforçant de raisonner froidement, ce nouveau crime n'est sans doute pas plus abominable que les tueries du Chenoua. Mais ce n'est pas parce que les assassins ont déjà touché le fond de l'horreur que l'on peut faire taire son indignation devant l'inexcusable exécution de deux jeunes soldats du contingent.

En violant pareillement le droit des gens, en commettant — répétons-le — ce forfait, le F.L.N., qui voulait, sans doute, faire une opération politique, s'est lourdement trompé. D'une part, il a éloigné pour longtemps le règlement pacifique du conflit, d'autre part il a révélé à l'opinion internationale, trop souvent abusée, son vrai visage.

En voulant jouer avec la sensibilité de l'opinion française, le F.L.N. a commis une lourde faute. Car si notre pays acceptait sincèrement hier de rechercher une fin honorable à ce long conflit, il puisera, aujourd'hui, de nouvelles raisons de continuer le combat contre ceux qui ont voulu commettre l'irréparable.

« L'Echo d'Oran »

LE « G.P.R.A. » A FAIT EXÉCUTER HIER LES DEUX SOLDATS FRANÇAIS

« Cet assassinat n'infléchira pas l'action de l'Armée française qui continuera à assumer sa mission dans le respect du droit des gens et des engagements de la France » déclare le ministre des Armées

TUNIS (A.C.P.). — Les services de l'information du GPRA ont annoncé hier, peu avant 18 heures, que les deux soldats français, dont la condamnation à mort par un tribunal FLN avait été annoncée jeudi ont été exécutés.

Michel Castera et Clotaire Le Gall, est-il précisé, ont été passés par les armes. Le lieu et la date exacte de leur exécution ne sont pas mentionnés.

Confirmation

Que s'est-il passé ?

● SUITE PAGE 4 (SOLDATS)

L'AVION-FUSÉE « X-15 » ATTEINT 39928 MÈTRES

et bat le record du monde d'altitude

● SUITE PAGE 4 (AVION-FUSEE)

POUR LA PREMIÈRE FOIS DANS L'HISTOIRE DE LA CONQUÊTE DE L'ESPACE

UNE CAPSULE LARGUÉE D'UN SATELLITE U. S. EST RÉCUPÉRÉE

PROCHAINE ÉTAPE, DANS UN MOIS L'ENVOI D'UN CHIMPANZÉ

Washington (U.P.I.). — Un pas de géant vient d'être accompli par les savants américains dans le domaine de l'astronautique.

Dans un mois un chimpanzé

● SUITE PAGE 4 (CAPSULE)



VISAGE D'AOUT A PARIS

Paris en partie vide de ses habitants permet de nombreuses fantaisies... Encombrement de visiteurs et de curieux... Ici sur notre document pris devant les fontaines de la Place de la Concorde pendant une série de prises de vues avec les French Cancan, une foule de curieux se pressait pour ce spectacle gratuit. (A.D.P.)

DANS UNE NOTE A L'O.N.U.

Les Occidentaux demandent la reprise des négociations sur le désarmement

● SUITE PAGE 4 (DESARMEMENT)

DIVERS INCIDENTS ONT MARQUÉ L'ARRIVÉE DE M. « H » AU KATANGA

A LÉOPOLDVILLE, ÉPREUVE DE FORCE ENTRE L'ABAKO ET LUMUMBA

Elisabethville (U.P.I.). — Le Secrétaire général des Nations Unies, M. Dag Hammarskjoeld, est arrivé hier à 13 h. 47 (il était une heure de moins à Paris) dans la capitale du Katanga. Il a été accueilli à sa descente d'avion par M. Moïse Tschombé qui, jeudi avait fait connaître son intention de présider le Comité d'Accueil. Ce geste de courtoisie devrait bien faire augurer des conversations qui vont s'ouvrir et qui s'annoncent difficiles. Et, si l'on juge par le premier contact, aucun des deux interlocuteurs n'a l'intention de s'en laisser remontrer dans le domaine de la subtilité diplomatique, appuyée au besoin par quelque geste astucieusement spectaculaire.

● SUITE PAGE 4 (KATANGA)

VIOLENT ORAGE DANS LE GARD

Le F.L.N. a fermé la porte aux négociations

Paris, 12 août.



● SUITE PAGE 4 (COMBAUT)

« LE PRINCE DE CLEVES »

C'est dans le cadre antique du château de Chambord que le metteur en scène Jean Delannoy réalise ce grand film de cape et d'épée : « Le Prince de Clèves ». Ce prince de Clèves, c'est Jean Marais qui pour la première fois au cinéma jouera les maris trompés, car sa charmante épouse la princesse (Marina Vlady) lui sera infidèle avec un beau jeune homme le Duc de Nemours (Jean-François Poron). (A.G.I.P.)

M. Tombalbaye Président de la République du Tchad

A ABIDJAN

Resserrement des liens entre les Etats du Conseil de l'Entente

● SUITE PAGE 4 (ENTENTE)

DEBUT A BOBINO



VACANCES EN ZIG-ZAG

VOICI LA FRANCE

FOOT A ST-TROP'

CAMPING MACABRE



Le Conseil constitutionnel approuve la majoration de la taxe radio

décidée par le gouvernement

SANS COMMENTAIRE

L'Autriche, pays du tourisme... Et en effet, pour faciliter les vacances des nombreux étrangers attirés par ses sites, ses routes impeccables et la gentillesse de ses habitants, l'Autriche fait tout ce qu'il faut. Et maintenant à l'adresse des automobilistes étrangers, des nouveaux panneaux très compréhensibles ont été plantés le long des routes. (AGIP)

Meurtrier de son beau-frère

Paul Gueguen s'est rendu aux gendarmes

L'exécution de soldats français en Tunisie avait été à l'origine des événements du 13 mai 1958. Les réactions seront moins violentes après la mort de deux appelés. Dans une Algérie qui ne sait pas ce qu'elle deviendra, Français et musulmans ne font plus corps. Quelles réactions pourrait avoir Paris ou le commandement à Alger devant de nouvelles manifestations ?